

République
du Bénin

République
du Burkina Faso

République
du Niger

Fonds européen de développement

**Programme Régional Parc – W (ECOPAS)
7 ACP RPR 742**



**Rapport de Mission Transhumance
11 au 31 mai 2001**

Mission d'appui scientifique

Programme Régional Parc – W (ECOPAS)
7 ACP RPR 742

Rapport de Mission Transhumance

Mission d'appui scientifique

Consultant : **Bernard Toutain**
 Albert Compaoré
 Jean-Marie Ouadba
 Hamadé Kagoné
 Saïdou Diallo

Adresse

Bureau de Coordination du Programme
Régional Parc – W (ECOPAS)
01 BP 1607
Imm. PPI BF face BIB avenue du Temple
Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél./Fax: (+226) 335261
E-mail: consortium.ecopas@fasonet.bf

Consultant

Consortium ECOPAS:
Agrer S.A., Agriconsulting S.p.A., CIRAD, GFA
Terra Systems GmbH, Deutsche Gesellschaft für
Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH,
s/c GFA Terra Systems GmbH
Eulenkrugstr. 82
D – 22359 Hamburg
Tel.: (+49)40-60306-111
Fax: (+49)40-60306-119
E-Mail: afrika@qfa-terra.de

AUTEUR (s) : B. Toutain, A. Compaoré,
J.M.Ouadba, H. Kagoné, S. Diallo

ORGANISME AUTEUR : Cirad-Emvt

ACCES AU DOCUMENT :

Centre de Documentation
du Cirad

ACCÈS : Libre

ETUDE FINANCEE PAR : Union Européenne

Financé sur les ressources du 7^e Fonds Européen de Développement

7 ACP RPR 742 Programme de Conservation et utilisation rationnelle des aires protégées
contiguës du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et de leurs zones d'influence.

REFERENCE : Contrat d'assistance technique n° 52/2000/MEF/PARC-W
Rapport CIRAD-EMVT n° 01-71

AU PROFIT DE : Programme régional Parc W (Ecopas)

TYPE D'APPROCHE : Recherche

TITRE : Mission d'appui scientifique « transhumances »

DATE ET LIEU DE PUBLICATION : Montpellier, décembre 2001

PAYS OU REGIONS CONCERNES : Burkina Faso

MOTS CLES : Burkina, élevage pastoral, transhumance, aire protégée, faune, biodiversité

RESUME :

Dans le cadre de l'appui scientifique au programme ECOPAS de conservation du parc du W du Niger, cette mission porte sur le thème de la transhumance dans la zone périphérique et de ses rapports avec les zones protégées, parc du W et autres réserves proches. Pratiques réelles d'exploitation des ressources naturelles par les pasteurs, discours correspondants, contraintes à la mobilité pastorale, infractions et conflits, vue prospective de l'élevage en vue d'établir un schéma directeur pour l'aménagement de l'espace dans la zone d'influence du parc, tels ont été les principaux thèmes abordés. Cette première approche doit permettre d'identifier les thèmes de recherche pour approfondir les sujets cruciaux et de proposer un certain nombre d'actions pour améliorer la cohabitation, souvent conflictuelle, entre l'élevage et la conservation de la faune. Un groupe de travail pluridisciplinaire a été constitué, pour le moment à majorité de Burkinabé, et les membres se sont partagés les visites de terrain sur les trois pays concernés (Burkina, Bénin et Niger) pour optimiser le temps limité de cette première consultation.

PROGRAMME REGIONAL ECOPAS PARC W MISSION D'APPUI SCIENTIFIQUE « TRANSHUMANCE »

RESUME

Cette première mission a porté sur l'exploitation pastorale du parc et des aires protégées voisines et, d'une façon plus générale, sur l'élevage transhumant qui en est la cause. Elle s'inscrit dans le cadre de l'appui scientifique au programme *ECOPAS - parc W* financé par la Communauté européenne et intéressant le Bénin, le Burkina Faso et le Niger.

La mission s'est déroulée du 16 au 28 mai 2001. Un groupe de travail pluridisciplinaire a été constitué sous l'égide du Cirad, pour le moment à majorité de Burkinabé, et les membres se sont partagés les visites de terrain sur les trois pays concernés (Burkina, Bénin et Niger) pour optimiser le temps limité de cette première consultation, considérée comme exploratoire.

Les données recueillies ont permis de dégager une vue générale à dire d'acteurs des pratiques de la transhumance dans la région et des difficultés qu'elle soulève. Les mouvements d'animaux ont lieu toute l'année mais les plus amples se situent en fin de saison sèche, période cruciale pour nourrir et abreuver les bêtes, partant de territoires situés au Niger et au Burkina, soit pour de courts mouvements dans le pays, soit pour traverser les frontières. Le Burkina, le Bénin et le Togo sont alors les pays d'accueil. Le manque de fourrage sur les pâturages surchargés et mal gérés est aggravé par l'extension rapide des surfaces agricoles dans les zones périphériques des parcs, notamment avec l'arrivée de migrants agriculteurs, la sédentarisation d'éleveurs du nord chassés par la sécheresse, le déclassement de zones tampons, la promotion de la culture du cotonnier, le classement de concessions de chasse. Si l'on ne connaît pas précisément le nombre d'animaux en transhumance, on sait néanmoins qu'il s'accroît lentement et que les transhumances tendent à s'allonger. Dans ce contexte, le parc, dont les ressources en herbe sont protégées et entretenues, est convoité par les éleveurs et utilisé plus ou moins clandestinement. L'importance des risques et l'acceptation de fortes amendes lorsqu'il y a constat d'infraction donne la mesure de l'enjeu pour les éleveurs, soucieux de maintenir leurs animaux en vie.

Actuellement, la transhumance est placée en position de générer bien des conflits, soit avec les forestiers en utilisant les réserves, soit avec les agriculteurs en causant des dégâts aux cultures. Les points de vue des différentes parties ont été recueillis sur les problèmes qui se posent. La question des impacts écologiques et des risques sanitaires de la transhumance a aussi été posée.

Il a été d'ores et déjà possible de formuler des propositions pour le développement. Elles portent sur la surveillance des parcs et réserves, l'amélioration de l'information sur les règlements existants et de la signalisation auprès des éleveurs, l'adaptation du traitement des infractions, mais insistent sur les efforts à consentir dans la zone périphérique pour aménager et gérer les ressources pastorales et les pistes de transhumance. La clef des progrès, c'est le renforcement du dialogue et de la concertation à tous les niveaux, aussi bien pour améliorer le cadre législatif que pour les choix pratiques sur le terrain. Les mesures pour améliorer la conservation dans les parcs ne peuvent faire l'économie de mesures parallèles en faveur de l'élevage. Enfin, le caractère régional du projet suppose que la concertation entre les pays concernés permette d'harmoniser les mesures au-delà des frontières nationales.

Les nombreuses zones d'ombre dans les connaissances sur le sujet ont conduit à formuler des propositions de recherche. Parmi les thèmes identifiés, il y a bien sûr la surveillance environnementale, la connaissance de la réalité de la transhumance dans la région, la connaissance de l'impact réel de l'élevage sur le milieu, les aspects de santé animale. Mais une attention particulière est portée aussi sur le poids économique et l'importance sociale de l'élevage dans le dispositif régional et sur les perspectives d'évolution à long terme. Les sujets de recherche sont proposés au débat avant d'entrer dans une phase de construction opérationnelle.

L'élevage transhumant est une réalité que l'on ne peut éviter. Apparemment en opposition avec les objectifs de conservation du projet, la transhumance doit d'abord être réorientée vers les zones périphériques après réalisation des aménagements adéquats, et toute possibilité d'intensifier et de sécuriser l'élevage doit être exploitée. Mais on doit aussi faire en sorte que l'éleveur devienne dans les parcs un allié des forestiers et soit mis en situation de fournir des services environnementaux en contribuant à la protection de la biodiversité.

SOMMAIRE

RESUME	2
CHAPITRE 1 – CADRE ET DEROULEMENT DE LA MISSION	6
1- Cadre de la mission	7
2- Rappel des termes de référence, organisation de la mission	8
CHAPITRE 2 – REALITES DE LA TRANSHUMANCE	10
1- Pratiques des transhumances dans la région	11
1.1. La mobilité des éleveurs	11
1.2. Causes des transhumances	12
1.3. Géographie des transhumances	14
1.4. Calendrier des transhumances pour les départs et les retours	20
1.5. Typologie des éleveurs transhumants	20
1.6. Les animaux concernés par la transhumance	21
1.7. Disponibilité de ressources pastorales dans la zone périphérique du parc	21
2- Cadre réglementaire et institutionnel des transhumances	25
2.1. Contextes nationaux de l'élevage et de la transhumance	25
3- Difficultés et conflits liés à la transhumance	31
3.1. Point de vue des différentes parties	31
3.2. Infractions et conflits avec les éleveurs transhumants	36
3.3. Traitement des infractions et conflits	39
3.4. Résolution des conflits entre individus	40
4- Conséquences écologiques et sanitaires de la transhumance dans le parc et la zone périphérique	41
4.1. Impact sur la végétation	41
4.2. Relations faune-bétail	42
4.3. Epidémiologie des maladies animales	43
CHAPITRE 3 – PROPOSITIONS POUR LE DEVELOPPEMENT	48
1- Domaines de propositions	49
2- Amélioration de la surveillance dans les parcs et les réserves	50
3- Exploitation pastorale autorisée des réserves	51
4- Aménagement de la zone périphérique	51
4.1. Quelques idées maîtresse	51
4.2. L'hypothèse d'un zonage	52
5- L'approche gestion de terroir	52
5.1. L'aménagement de zone d'élevage	52
5.2. Dialogue et concertation sur la transhumance	54
6- Mesures en faveur de l'élevage	55
6.1. Promouvoir une dynamique locale du développement	55
6.2. Favoriser le transfert de technologie	56
6.3. Favoriser l'intensification des systèmes de production	56
7- Coopération et concertation régionales	56
8- Communication et éducation	57

CHAPITRE 4 – AXES DE RECHERCHE	59
1- Connaître la transhumance	60
1.1. Recherche documentaire préalable	60
1.2. Localisation et comptage des animaux domestiques en saison sèche dans le parc du W	61
1.3. Suivi de troupeaux dans le parc hors du parc	61
1.4. Enquête sur les raisons et le déroulement des transhumances	61
1.5. Cartographie de la végétation, des ressources pastorales et de l'occupation des sols	62
1.6. Cartographie de la végétation, des ressources pastorales et de l'occupation des sols	62
2- Impact écologique de l'élevage pastoral	62
2.1. Monographie sur l'état du couvert végétal	62
2.2. Mise en évidence par télédétection de l'évolution de la végétation	63
2.3. Impact de la transhumance sur la végétation	63
2.4. Enquête sur l'utilisation des ressources naturelles végétales	63
2.5. Conséquences de l'émondage sur la survie des arbres	63
2.6. Compatibilité éthologique de la faune et du bétail	63
2.7. Compatibilité écologique de la faune et du bétail	64
2.8. Risques épidémiologiques liés au rapprochement de la grande faune et du bétail	64
2.9. Risques épidémiologiques liés au séjour dans d'autres régions et au contact avec d'autres troupeaux	64
2.10. Conditions de conduite du pastoralisme compatibles ou favorables à la conservation du parc	64
3- Poids économique et social de l'élevage transhumant	64
3.1. Statistiques animales dans la région et tendances	64
3.2. Poids économique de l'élevage de la zone	65
3.3. Revenus et viabilité des ménages d'éleveurs transhumants	65
3.4. L'élevage et l'emploi dans la zone du programme	65
3.5. Inventaire des projets en cours dans la zone	65
3.6. Analyse contradictoire des opportunités et des contraintes des éleveurs	65
3.7. Etude prospective de la transhumance dans la zone du programme	66
3.8. Perspectives d'évolution vers d'autres systèmes d'élevage	66
4- Mise en œuvre sur des zones pilotes	66
4.1. Un premier choix de zones pilotes	66
4.2. Cartographie des zones pilotes	66
5- Programmation des recherches sur les transhumances	67
CHAPITRE 5 – CONCLUSIONS	68
Documents consultés	71
ANNEXES	75
Annexe 1 - Termes de référence	77
Annexe 2 – Liste des personnes rencontrées	83
Annexe 3 – Calendrier de la mission de Bernard Toutain	87
Annexe 4 – Fiche d'organisation de la collecte des informations	91
Annexe 5 – Compte rendu des rencontres préparatoires des consultants	95
Annexe 6 – rapport de mission d'A. Compaoré, forestier aménagiste	99
Annexe 7 – Rapport de J.M. Ouadba, environnementaliste, botaniste	107
Annexe 8 – Rapport de S. Diallo et H. Kagone, sociologue et pastoraliste	127
Annexe 9 – Notes de terrain de B. Toutain	161

CHAPITRE 1

CADRE ET DÉROULEMENT DE LA MISSION

1 - CADRE DE LA MISSION

L'objectif général du programme *ECOPAS – Parc du W* est d'arrêter et d'inverser les processus de dégradation des ressources naturelles du parc dans le complexe transfrontalier de parcs et de réserves afin de protéger de façon durable la biodiversité, au bénéfice des gouvernements et des populations concernées.

Pour poursuivre cet objectif global, plusieurs objectifs spécifiques ont été assignés au programme :

- l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de conservation et de gestion durables dans la zone du programme,
- la coordination régionale des actions et des politiques en la matière,
- l'implication effective des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles,
- la valorisation durable des ressources naturelles de façon à générer des retombées positives pour les gouvernements et pour les populations concernées.

La reconquête de l'aire protégée pour la faune apparaît donc comme la préoccupation principale dans les trois pays qui se partagent le parc du W. Les études sur l'état actuel des populations animales montrent que les conditions de reconstitution de la faune sont encore bonnes.

Mais le programme ne se limite au parc du W : celui-ci fait partie d'un contexte régional, il doit s'y intégrer totalement et participer à l'ensemble des évolutions économiques, sociales, culturelles, institutionnelles, écologiques. La dynamique économique qui sera créée par la mise en valeur du parc doit participer à l'évolution économique de la région et apporter des retombées positives à ces populations rurales voisines, notamment en terme de revenus, et ne doit pas être ressentie par ces populations comme une spoliation.

L'emprise du projet est donc le parc lui-même et sa zone d'influence. Selon les domaines, cette zone est plus ou moins large : par exemple, en ce qui concerne le pastoralisme et la transhumance, les effets du parc peuvent se répercuter à plusieurs centaines de kilomètres de là.

L'un des tous premiers motifs de préoccupation concerne l'occupation incontrôlée du parc par le bétail transhumant. L'exploitation pastorale dans les aires protégées représente un risque de dégradation des ressources naturelles dont on ne connaît pas l'importance. C'est pourquoi cette première mission a été demandée en urgence. De nombreuses questions se posent :

- Quelle est l'importance réelle de cette exploitation pastorale dans le parc ?
- Quel est son impact sur la végétation et sur les populations animales ?
- Quelles mesures prendre ? Faut-il exclure complètement le bétail domestique de la réserve ? En aurait-on les moyens ? Sera-t-on en mesure de régler les conflits qui vont apparaître ?
- Existe-t-il hors de la zone des alternatives réalistes et crédibles à l'utilisation des ressources du parc ? Quels aménagements hors du parc doit-on envisager pour compenser la fermeture des accès au parc pour les troupeaux ?

Il est indispensable aussi que les actions dans les trois pays soient coordonnées.

Cette mission ne peut fournir les réponses en si peu de temps, mais elle doit fournir une ébauche de réflexion, y compris impliquant d'autres acteurs. C'est la première étape d'une longue construction. L'objectif de fond qu'il ne faut pas perdre de vue est la mise en place, tout au long du projet, de solutions durables qui survivront et seront capables d'évoluer après la fin du projet :

- dans le domaine économique,
- du point de vue social pour les populations locales,
- dans le domaine environnemental,
- sur le plan institutionnel.

Le groupe de travail constitué pour aborder ce thème sur la transhumance n'a pas pour seule mission d'apporter son expertise pour proposer des réponses immédiatement opérationnelles à des questions concrètes que posent les responsables du programme. On lui demande aussi d'approfondir les questions, d'avoir une vision élargie et prospective du sujet à travers une démarche de recherche.

2 - RAPPEL DES TERMES DE RÉFÉRENCE, ORGANISATION DE LA MISSION

L'objectif global assigné à la mission d'appui scientifique "Transhumance" consiste à d'identifier des solutions au problème de l'utilisation du parc par les éleveurs qui soient compatibles avec les objectifs de conservation énoncés dans le cadre logique du projet, mais aussi acceptables pour l'élevage de la région, avec la prise en compte des revendications et des besoins des éleveurs concernés, sédentaires et surtout transhumants.

Pour aborder le thème complexe des transhumances et de leurs rapports avec le parc du W, un groupe de spécialistes appartenant à plusieurs disciplines et possédant des expériences différentes a été constitué.

Pour cette première mission, le groupe a compris : un agropastoraliste du Cirad, Bernard Toutain, chef de mission, et quatre experts seniors burkinabé : un forestier aménagiste, Albert Compaoré, un botaniste écologue, Jean Marie Ouadba, un pastoraliste, Hamadé Kagoné et un sociologue rural, Saïdou Diallo. Pour la suite des travaux sur ce sujet, et en fonction des compétences exigées par les questions, d'autres spécialistes ressortissants en particulier des pays concernés doivent être intégrés à ce groupe de travail. Gilles Kleitz, animateur du volet scientifique du programme, nouvellement arrivé, s'est joint au groupe de consultants pendant toute la tournée.

Les termes de références tels qu'ils ont été remis sont présentés dans l'annexe 1. Il était demandé au groupe d'aborder les quatre points essentiels suivants :

- identifier la problématique pastorale au niveau régional, concernant ses aspects socioculturels, économiques ainsi que l'impact environnemental de la transformation des systèmes de production liés à cette pratique ;
- approcher l'importance quantitative du phénomène à travers l'analyse des sources disponibles et à l'aide d'enquêtes effectuées sur le terrain dans chacun des trois pays ;
- apporter une attention particulière à la spatialisation des données qui devra déboucher sur des propositions de zonage concernant l'ensemble des aires protégées couvertes par le programme ;
- enfin, apporter les éléments de base qui cadreront la problématique au niveau régional (à l'intérieur et à l'extérieur du Parc) et servir de guide pour les missions suivantes, afin d'aboutir à la constitution d'un groupe de recherche sur cette thématique.

Les objectifs spécifiques précisés dans les termes de référence pour chaque membre du groupe ont été examinés et pris en compte dans l'organisation du travail. Les buts précis de cette première étape ont été arrêtés au cours de la réunion de démarrage le 16 mai avec les responsables du programme Ecopas. Les termes de référence ont servi de base de réflexion pour la définition des objectifs spécifiques de cette mission et pour l'organisation concrète des déplacements et des visites. En tout état de cause, ils ont été allégés pour tenir compte du temps dont disposaient les consultants.

Après une première étude bibliographique dès le 11 mai, les premières réunions des consultants nationaux organisées avant l'arrivée du chef de mission se sont tenues les 14 et 15 mai à Ouagadougou. Elles ont permis :

- de prendre contact avec le coordinateur du volet scientifique du programme et avec son adjoint ;
- d'aboutir à un consensus quant à la compréhension de l'objet de la mission ;
- d'ébaucher un chronogramme provisoire pour le déroulement de la mission.

Ainsi, tenant compte des contraintes de temps face à l'étendue géographique du projet et à la complexité des informations à collecter, les consultants ont convenu que cette étude devrait être considérée comme une première mission exploratoire, devant d'appréhender la situation dans son ensemble, de définir un certain nombre de priorités d'actions et d'ébaucher les principaux axes de recherche sur le sujet que le programme sera à même de coordonner.

A l'arrivée du chef de mission le 16 mai, les discussions ont permis de confirmer le caractère exploratoire de l'étude et de s'accorder sur la programmation de la mission de terrain :

- une première phase de deux jours impliquant l'ensemble du groupe,
- l'éclatement du groupe en trois équipes séparées, explorant des zones différentes, chaque équipe revenant sur Ouagadougou en fonction du temps de consultation disponible,
- une mise en commun et un compte-rendu aux responsables du programme avant que les membres du groupe ne se séparent pour rédiger individuellement leur partie du rapport.

Concrètement, l'ensemble du groupe a fait des visites à Fada N'Gourma et Diapaga du 18 au 20 mai. Deux consultants (MM. Compaoré et Ouadba) sont revenus à cette date en effectuant des visites sur le chemin du retour. Deux autres consultants (MM. Kagoné et Diallo) poursuivi leur mission au Bénin et au Niger pour être de retour à Ouagadougou le 29 mai. Les deux autres consultants (M. Toutain et Kleitz) se sont chargés de la poursuite des visites au Burkina Faso et sont revenus le 25 mai (se reporter à l'annexe 3 pour les détails).

De retour du terrain, le 28 mai, les consultants présents ont rendu compte de leurs observations aux responsables du projet, avant de rédiger séparément leur rapport provisoire. Le présent document constitue une synthèse de la contribution de chacun.

CHAPITRE 2

RÉALITÉS DE LA TRANSHUMANCE

1 - PRATIQUES DES TRANSHUMANCES DANS LA RÉGION

1.1. La mobilité des éleveurs

Utilisant des végétations naturelles de qualités très inégales dans l'espace comme dans le temps, les éleveurs des régions soumises au climat soudanien comme celle du parc, et à plus forte raison au climat sahélien qui règne plus au nord, doivent faire exploiter à leurs troupeaux des espaces étendus. C'est une façon d'ajuster les besoins alimentaires et en eau de boisson des animaux à la capacité fourragère des pâturages et aux ressources hydriques du pays. ***Les systèmes d'élevage extensifs qui sont la règle dans de tels environnements s'appuient sur la mobilité.*** Cette mobilité est à la fois une stratégie de recherche des meilleurs fourrages au meilleur moment, une disposition de sécurité pour faire face aux aléas climatiques ou à toute autre contrainte forte qui menace la survie de leurs animaux, une forme de partage des ressources entre les personnes en répartissant la pression humaine sur le plus large espace possible, une façon aussi d'échapper aux contraintes ou aux rivalités sociales.

La mobilité trouve donc des justifications diverses, aussi bien techniques que stratégiques, sociales ou même philosophiques, profondément ancrées dans la culture des populations d'éleveurs qui la pratiquent.

Les objectifs d'élevage varient selon une large gamme de systèmes de production : les éleveurs les plus spécialisés ne vivent que de leur bétail et exploitent alors de gros troupeaux : près d'une demi-douzaine de têtes de bovins au minimum est nécessaire pour faire vivre chaque membre de la famille. D'autres éleveurs pratiquent aussi l'agriculture : la part des revenus respectifs de l'agriculture et de l'élevage diffère selon le degré de spécialisation vers l'une ou l'autre activité. A l'autre extrême, les agriculteurs, dits sédentaires, élèvent quelques têtes de bétail, à la fois pour disposer de bœufs de trait qu'ils utilisent pour labourer et pour constituer une forme d'épargne facilement mobilisable. Toutes sortes de variantes pourraient être identifiées dans une analyse fine des systèmes d'élevage.

Dans la région, les éleveurs sont de toutes ethnies, mais les plus spécialisés sont généralement les Peuls, tandis que les populations autochtones ou migrantes d'agriculteurs présentes dans la zone sont en majorité des éleveurs sédentaires (même si l'on connaît parmi elles de gros éleveurs) : au Burkina, ce sont les Gourmantché et les Mossi, au Bénin les Dendi de Alfakoura, au Niger les Haoussa et les Djerma. On sait que chez les Peuls, il existe un véritable code de conduite de la transhumance qui, au Niger, est placé sous l'autorité des chefs traditionnels de transhumance ou *garso* (Laya, 1984, cité par Turner, 1999).

La mobilité recouvre plusieurs formes : l'une se joue sur le long terme et prend un caractère historique. C'est ***la migration***. La famille entière change de terroir de vie pour une durée de plusieurs années. La région des parcs et réserves, longtemps peu peuplées, est devenue une zone d'immigration importante, tant pour les éleveurs peuls venus de régions plus septentrionales¹ que pour des agriculteurs mossi venus de l'ouest. D'abord accueillante, cette région est devenue une zone où les enjeux sur la terre prennent de plus en plus d'importance.

¹ Consulter à ce sujet C. Santoir, 1999 – Du sahel à la savane. L'expansion peule au sud de la Sirba (Gurma burkinabe).

L'autre forme de mobilité est **la transhumance**, objet de ce travail. A partir d'un terroir d'attache, tout ou partie de la famille et des troupeaux se déplace selon des parcours qui se ressemblent d'une année sur l'autre mais avec chaque fois des adaptations aux circonstances. On peut distinguer deux types de transhumance : la grande transhumance et la petite transhumance.

La grande transhumance

Entre les terroirs de départ et les zones d'accueil, la distance est grande, souvent plusieurs centaines de kilomètres. Les éleveurs s'organisent au sein de leur famille, choisissant de jeunes hommes pour conduire et accompagner le bétail ; ils s'organisent aussi entre eux pour regrouper les petits troupeaux ou faire du confiage. Les déplacements peuvent se limiter à un changement de région dans le même pays, comme ils peuvent aussi dépasser les limites frontalières. Le passage des frontières oblige les éleveurs à faire les démarches administratives nécessaires. Le trajet et la destination se reproduisent souvent d'une année à l'autre, mais toujours avec une certaine latitude d'adaptation. De tels voyages comportent toujours une part de risque et d'aventure. Ils nécessitent une certaine organisation.

Les propriétaires confient leur bétail à des bergers, généralement deux par troupeau, qui sont habituellement de leur propre famille. En cas de difficulté importante, les bergers, à moins qu'ils ne soient expérimentés, n'ont pas le pouvoir de décision. Celui-ci est gardé par les propriétaires, ce qui entraîne des délais assez longs pour toute négociation.

La petite transhumance

Ce type de mouvement de bétail s'effectue sur des distances courtes. C'est une transhumance nationale car elle ne traverse pas de frontière. En direction du parc du W, la petite transhumance est pratiquée par des troupeaux résidents ou sédentarisés dans les terroirs riverains.

Elle se produit en toutes saisons. Pendant la saison sèche, les raisons de la mobilité des troupeaux résidents sont les mêmes que celles des grands transhumants. Il s'agit de la recherche de pâturage et d'eau. En saison pluvieuse, les éleveurs éloignent les animaux pour éviter les conflits causés par les dégâts dans les cultures. Le phénomène prend actuellement de l'ampleur à cause de la saturation foncière constatée dans la plupart des terroirs riverains. C'est le cas par exemple dans les terroirs de Karimama et d'Alfakouara au Bénin, de Tamou au Niger, de Golobou ou de Kabougou au Burkina Faso.

Mouvements saisonniers du bétail sédentaire

Les animaux de la région au nord des falaises du Gobnangou entre Tambaga et l'Arli ont coutume de transhumer vers le nord jusqu'à la région d'Ougarou dès l'épiaison du sorgho. Ils reviennent en septembre vers le Gobnangou pour pâturer dans les champs après les récoltes. Ils transhument ensuite vers le Togo à partir de février. Le retour dépend des pluies. Ils doivent éviter de trouver les rivières frontalières pleines. Ils restent alors un temps dans les zones de culture.

1.2. Causes des transhumances

Raisons générales

Le principal motif de la transhumance est le manque momentané ou saisonnier de fourrage et d'eau dans la zone de résidence. Cette situation survient au cours de la saison sèche. La date de départ en transhumance n'est pas fixe, elle est commandée par l'état des ressources

et dépend donc des conditions climatiques. Par exemple, l'année 2001 fut mauvaise pour l'élevage : au moment de la mission, il y avait un problème aigu pour trouver de l'herbe². Il se produit dans la région un phénomène à peu près général de déplacement d'une partie du cheptel vers le sud plus humide, que n'arrêtent pas les frontières. Les troupeaux quittent un village mais sont parfois remplacés par d'autres qui viennent de régions moins favorisées. Dès le retour des pluies et suivant le front d'arrivée des premières tornades, les retours s'opèrent.

Une autre raison de déplacement est le besoin d'éloigner les troupeaux des terres cultivées lorsque le bétail risque d'être attiré par les céréales en cours de végétation. Les éleveurs sédentaires notamment pratiquent cette transhumance sur de petites distances. Dans les terroirs les plus septentrionaux de la zone, au Niger en particulier, certains grands éleveurs pratiquent la transhumance de saison des pluies vers le nord, où les espaces sont essentiellement pastoraux. Les troupeaux reviennent une fois les récoltes faites. Cette pratique est abandonnée par beaucoup de ceux qui ont adopté le système agro-pastoral, même si l'espace au village restant pour les troupeaux est restreint, car les travaux culturels réclament de la main d'œuvre, y compris de la part des bergers. Cette évolution renforce la nécessité de pratiquer la transhumance de saison sèche.

La transhumance est considérée par les éleveurs comme une obligation technique et non comme le respect d'une tradition. Les bergers qui conduisent les troupeaux effectuent une tâche difficile, souvent inconfortable et ce genre de voyage n'est pas pris comme un divertissement.

Evolution actuelle

Depuis les années soixante-dix, les pays de l'Afrique de l'Ouest ont été frappés à plusieurs reprises par des cycles de sécheresses qui se sont répercutées sur la disponibilité en fourrage dans les pâturages et sur l'état de la végétation. Par ailleurs, l'accroissement actuel très important de la démographie humaine s'accompagne d'une extension de l'utilisation des terres et des ressources, causes de désertification. Ces phénomènes sont à l'origine de la crise écologique qui sévit dans les pays du Sahel depuis cette période. Parallèlement, le succès des programmes de lutte contre les grandes épizooties a abouti à un accroissement sensible des effectifs du cheptel. La charge animale est de moins en moins en adéquation avec le disponible fourrager. D'où la nécessité pour les éleveurs sahéliens de diversifier leurs systèmes de production et d'adapter les transhumances. On observe notamment, au fur et à mesure que les pâturages sahéliens s'appauvrissent ou sont de plus en plus exploités, une migration progressive des éleveurs Peuls vers des régions plus méridionales où subsistent encore des espaces pastoraux et des terres cultivables.

Actuellement les grandes transhumances répondent aux objectifs suivants :

- valoriser les complémentarités écologiques entre la zone sahélienne et les régions soudanaises ;
- réaliser un déstockage saisonnier des parcours sahéliens dont la capacité d'accueil est largement dépassée, et maintenir ainsi le fragile équilibre de l'écosystème entre le bétail et les ressources ;
- sauver les animaux d'une mort certaine pendant la période de « soudure » fourragère.

² Au Burkina un plan d'urgence pour la sauvegarde du bétail a même été annoncé (mais aucun sous-produit n'est parvenu jusqu'à la province de la Tapoa).

Choix des parcours et des zones d'accueil

Les itinéraires et les lieux de stationnement des troupeaux transhumants sont d'abord déterminés en fonction de l'expérience acquise les années précédentes mais sont actualisées et adaptées à chaque fois à partir des informations collectées préalablement par des éclaireurs ou à partir d'autres sources (marabout ambulant, voyageur nomade, commerçant de bétail, etc.). Les informations collectées sur le pays et les zones d'accueil portent principalement sur :

- les possibilités d'exploitation des ressources pastorales : précocité des pluies, qualité de pâturages, accès à des points d'abreuvement, pistes à bétail, rapports entre populations des zones d'accueil et pasteurs ;
- les conditions sanitaires pour les animaux : maladies dominantes, disponibilité et coûts des services et produits vétérinaires, champs maudits³ ;
- la sécurité du bétail et des éleveurs : nature des conflits, leur fréquence, leur manifestation, le vol de bétail et les agressions physiques, les tracasseries administratives et douanières ;
- la réglementation de la transhumance dans les pays d'accueil.

L'ensemble de ces informations permet à l'éleveur de définir l'itinéraire de transhumance de l'année en cours en fonction des disponibilités en eau et en pâturage, mais aussi de l'absence de maladies contagieuses. L'état précaire des animaux au départ de la transhumance nécessite le choix d'un itinéraire disposant de ressources fourragères et de points d'abreuvement. Le trajet entre la zone de départ et la zone d'accueil doit aussi être le plus court possible afin d'éviter que les animaux déjà très affaiblis ne meurent de fatigue.

Interview de bergers nigériens en transhumance dans la région du Gobnangou au Burkina

Ils arrivent de Makalondi au Niger où il n'y a plus rien à pâturer et sont arrivés depuis 4 jours. Leur voyage a duré 14 jours et n'a pas soulevé de difficulté. Si la pluie arrive rapidement, ils vont rester par ici car les animaux sont fatigués mais si elle tarde, ils vont passer le couloir de l'Arlé. Les années précédentes, ils restaient plus haut dans la province de la Tapoa, ils sont venus jusqu'ici pour la première fois cette année. Comme ils sont agropasteurs, ils retourneront dès que possible pour les travaux des champs. En saison des pluies, les animaux restent dans leur terroir auprès du village, même si il y a peu d'espace pour eux. Ils ont abandonné les grandes transhumances de saison des pluies vers le nord depuis 7 ans.

1.3. Géographie des transhumances

Les zones de départ des troupeaux qui fréquentent la région du parc W et des réserves proches sont généralement des zones ou des villages à fort peuplement d'éleveurs, d'ethnie peule le plus souvent. Ce sont surtout :

- au Burkina Faso : province de la Tapoa : Botou, Tapoa Djerma, Kabougou, Kantchari, Partiaga, Nadiabondi ; province du Gourma : Nassougou, Matiakoali, Tanwarbougou, Kikideni, Pama ; province de Komandjari : Gayeri, Boulgou ; et même les provinces du Yagha et du Seno.

³ Terrains infestés par l'agent pathogène du charbon bactérien ; l'herbe qui y pousse est également infestée et source de contamination pour le bétail.

- Au Niger : Tamou, Say, Falmey, Torodi, Téra, Tillabéri.
Des troupeaux viendraient même parfois du Nigeria, du Mali, voire de Mauritanie.

Dans la région de l'étude, les pays sahéliens tels que le Niger et le Burkina Faso sont des pays de départ de transhumance tandis que le Bénin et le Togo sont essentiellement des pays d'accueil. Il est à noter aussi que le Burkina Faso reçoit des troupeaux transhumants en provenance du Niger. Le principe de réciprocité n'étant pas toujours observé, la viabilité de la transhumance inter-Etat dépend en grande partie de l'effort de solidarité consenti par le pays d'accueil dans le cadre bilatéral ou communautaire.

Les voies de déplacement suivent des logiques de géographie, permettant de disposer de pâturage et d'eau, et surtout de relier sans détour le point de départ de la zone d'accueil.

Il n'existe pas à proprement parler de pistes à bétail ou de voies de transhumance balisées, mais seulement des axes habituels. Itinéraires de transhumance

• D'une façon générale, les principaux itinéraires des troupeaux burkinabé vers la vallée de la Mékrou sont les suivants :

- Fada N'Gourma-Pama-Porga-Natitingou,
- Diapaga-Tansarga-Goumori-Kérou-Péhonco,
- Tenkodogo-Porga-Natitingou.

• Les troupeaux transhumants nigériens en provenance de la zone de départ de Tamou-Say-Tillabéri aboutissent dans le parc du W du côté nord-ouest (parc W du Niger), tandis que ceux au départ de la région de Gaya-Dosso traversent le fleuve Niger du côté de Karimama (Bénin) pour aboutir dans la partie nord-est du parc du W (parc W du Bénin). Ici, la concentration des troupeaux transhumants est très forte à cause de la faible surveillance de cette partie du parc du W due à la nette insuffisance des moyens humains et matériels de la Direction du Parc National du W du Bénin (DPNW) d'une part et du manque de pistes d'autre part. Certains transhumants s'établissent à l'intérieur du parc W, sur des sites inaccessibles des services forestiers, pour une, voire, deux ou trois campagnes agricoles. Ils bénéficient pour cela de la complicité des éleveurs sédentarisés dans les terroirs riverains du parc. Un village du nom de Illéla a même été créé dans la partie béninoise du parc, et a été doté d'une école et d'un forage. Une infime partie des transhumants nigériens poursuivent leur chemin jusque dans le Sud-Borgou (région de Parakou, Nikki, etc.). Ils passent par le couloir de l'Arli pour se rendre au Togo.

• Lors de l'entretien que la mission a eu au Niger avec le Sous-préfet de Say entouré des responsables des Services de l'Elevage, Forestier et du Plan, il est ressorti que les axes/itinéraires suivis aujourd'hui par les transhumants nigériens sont les suivants :

- En direction du Parc W du Bénin (en provenance du canton de Tamou)
- ♦Boki → Tamou → Alambaré → Parc W/Bénin
- ♦Kollo → Gueme → Mekrou → Bénon
- En direction du Parc W du Burkina (en provenance du canton de Tamou)
- ♦Boki → Tamou → Alambaré → Parc W/Burkina. • Selon les *rugga*⁴, les axes de transhumance suivent généralement les cours d'eau temporaires.

Ainsi, les troupeaux transhumants au départ du Niger empruntent trois axes :

- Natangou → Kiba → Gnafanou → parc W Bénin
- Tamou → Anaga → Bourfouna → Bérépéni (cours d'eau temporaire) → Bénin
- Tamou → Boulel → Botou → Sanfouan → villages divers (Burkina Faso)

Le passage à travers les parcs et réserves n'est pas autorisé, mais il est souvent encore pratiqué, ne serait-ce que pour réduire les distances vers les lieux de destination des transhumances et éviter ainsi aux animaux affaiblis des fatigues supplémentaires. Seuls deux couloirs, balisés et contrôlés par le service de l'environnement du Burkina Faso, sont reconnus. Il s'agit du couloir (non officiel) de Kondio qui passe entre la zone de chasse de Kourtiagou et le parc du W, c'est-à-dire le long de l'axe routier Ouagadougou-Kantchari-Kéremou (frontière du Bénin). Ils aboutissent soit dans le parc du W (côté Bénin), soit dans le sud-Borgou. Le couloir de l'Arli, traversant le parc puis la réserve, conduisant vers Pama et

⁴ Membres d'une association traditionnelle d'éleveurs reconnue au Niger et dont l'une des tâches essentielles est d'intercéder en faveur des bergers en cas de litige opposant un éleveur et un autre utilisateur des ressources naturelles (agriculteur, forestier, etc.). A l'origine, le mot *rugga* est un terme hausa qui désigne le campement peul.

la Kompienga au Burkina, ou vers le Bénin et le Togo. Des conditions doivent être remplies pour que les troupeaux puissent emprunter ces couloirs.

Le passage du Niger au Burkina

Beaucoup de transhumants nigériens entrent au Burkina par Kogori au sud de Botou. Les éleveurs peuls et gourmantché de la région transhument aussi. La plus grande difficulté pour les éleveurs de la région comme pour ceux de passage, c'est le manque d'eau. A Kogori, les deux forages sont en panne. Botou est mal desservi en eau, un barrage était prévu mais n'a pas été réalisé. La transhumance se produit surtout de mai à juillet.

Les principales voies de transhumances relevées dans l'est du Burkina Faso ont été cartographiées par le service des études de l'ONAT en 1994. Elles ont été reproduites dans la carte 1. L'une des grandes voies de transhumance part du Niger, passe par Botou ou Matiakoali, puis longe la limite du parc du W. Le passage au Bénin se fait ensuite par l'un des deux couloirs, celui de Kondio et celui de l'Arli. La descente peut prendre 1 mois et demi. Dans l'extrême sud-est, les troupeaux stationnent un temps dans la zone de Kotchari-Malpoua-Pielgou, sorte de lieu de regroupement, soit pour y séjourner si les conditions pluviométriques et alimentaires (pâturage et eau) le permettent, soit pour y faire étape avant de poursuivre au delà de la frontière. Au départ de Kotchari, les transhumants empruntent le couloir de Kondio vers le Bénin.

La frontière Burkina Bénin

Si ce n'est à Porga entre Pama et Tanguéta, la frontière entre le Burkina Faso et le Bénin se trouve entièrement dans des parcs, des réserves ou des zones cynégétiques. Leurs limites sont proches des villages. Pour les éleveurs transhumants, la zone burkinabé de Logobou au sud des falaises du Gobnangou est un cul-de-sac. La veille du passage de la mission, six troupeaux venaient d'arriver du nord, alors que les pâturages étaient déjà surchargés. La zone accueille environ 4000 têtes chaque année de la fin avril à la fin juillet.

De Logobou à la limite du parc, il y a 10 km. Il n'y a pas de zone tampon. Dès que l'on sort des champs, on se trouve dans la réserve. Les éleveurs font particulièrement les frais de cette situation : il suffit qu'un animal s'échappe pour que le propriétaire doive payer. Pour poursuivre vers le Bénin, les transhumants doivent aller jusqu'à Kondio et emprunter le couloir de transhumance.

Les zones pastorales d'accueil manquent cruellement dans les régions périphériques des parcs et réserves. Une analyse rapide de la bibliographie sur le sujet, abondante et souvent ancienne, montre que certains circuits clandestins de transhumance nationale et transfrontalière convergent vers les aires protégées du « W », béninoises en particulier.

De nombreux axes de transhumance aboutissent dans le parc du W ou dans les réserves de la région. Le parc du W constitue la zone d'accueil par excellence de nombreux transhumants, qu'ils soient en provenance du Bénin, du Burkina Faso ou du Niger. Certains d'entre eux traversent le parc du W et les zones de chasse de l'Atakora et de la Pendjari pour se diriger au Bénin vers les vallées de l'Alibori et de la Mekrou.

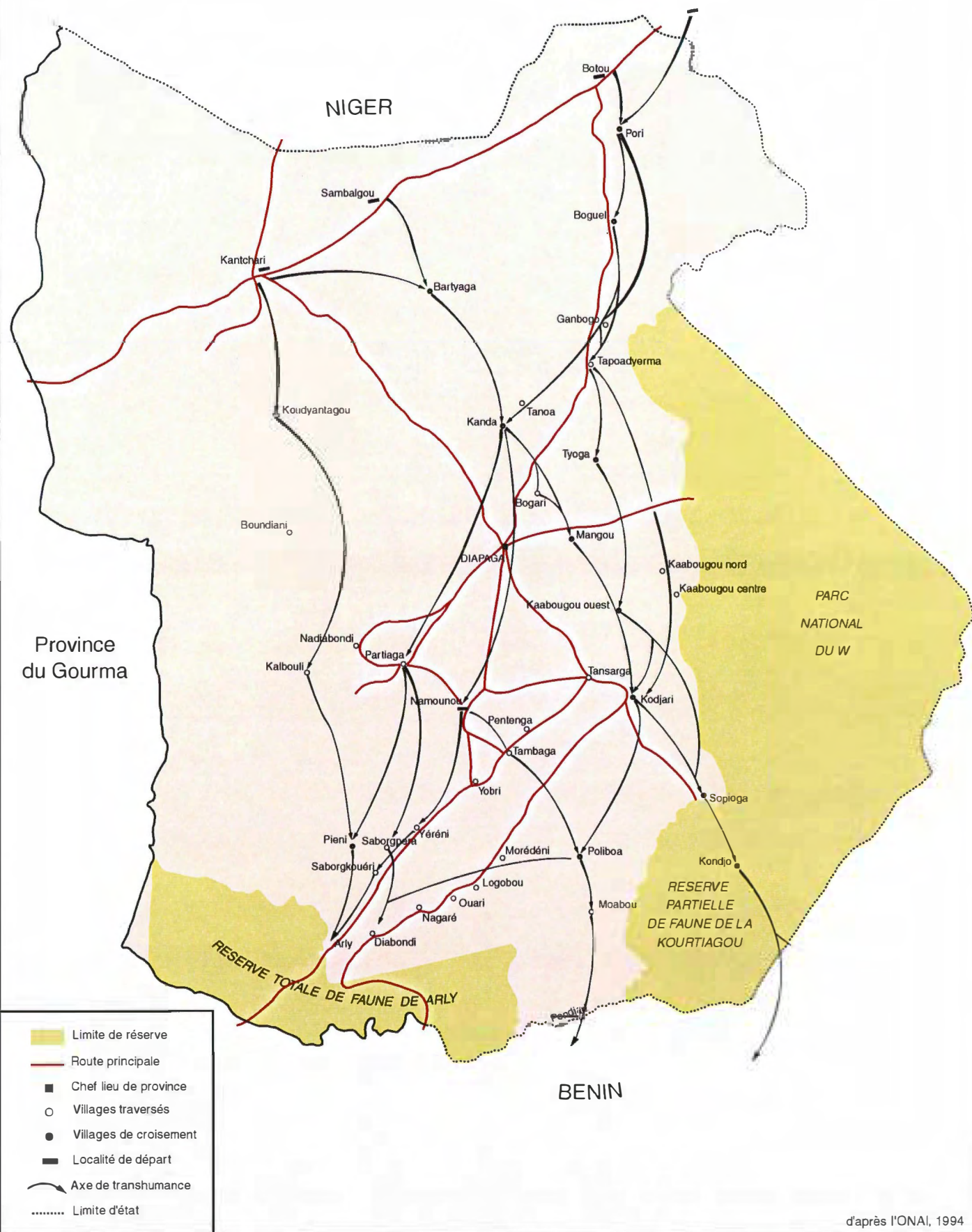
Au regard des objectifs énoncés plus haut, le parc du W offre les conditions idéales pour les éleveurs transhumants. En effet, l'allumage des feux précoces, de même que les conditions bioclimatiques favorables, occasionnent la production de jeunes repousses de graminées, en particulier d'Andropogonées vivaces très recherchées par le bétail. Les affluents du fleuve Niger tels que la Mékrou, l'Alibori et la Tapoa ainsi que certaines mares pérennes permettent

un abreuvement optimal durant la période de la transhumance. De telles conditions alimentaires n'ont pas été observées dans la zone périphérique du parc du W, ce qui explique l'énorme attrait du parc pour les transhumants et la présence de bétail même permanent.

Une petite zone d'accueil au Burkina

Les pâturages autour de Kotchari (ou Kodjari) font office de zone d'accueil pour l'élevage. La plupart des animaux qui arrivent (90 %) séjournent ici jusqu'au moment de leur retour. Seulement 10 % poursuivent vers le Bénin. Ils proviennent surtout de la province de la Tapoa (régions de Botou et Kantchari), les autres sont des Nigériens de Tamou, Tillabery et Say. Ce sont presque toujours les mêmes éleveurs chaque année. Les animaux des éleveurs sédentaires gourmantché sont assez nombreux aussi.

Axes de transhumance du cheptel bovin dans l'est du Burkina Faso



1.4. Calendrier des transhumances pour les départs et les retours

Les déplacements des troupeaux transhumants sont étroitement liés aux disponibilités fourragères et en eau. Au Burkina comme au Niger, le départ en transhumance de saison sèche peut commencer dès la fin de l'exploitation des résidus culturels après les récoltes de céréales et avec le tarissement des mares temporaires. Ainsi, certains transhumants quittent leur terroir d'attache dès le mois de décembre. Toutefois, c'est surtout à partir d'avril que l'on observe l'arrivée des troupeaux transhumants dans les zones d'accueil. En mai et juin, les pluies précoces permettent la reprise de la végétation herbacée (repousses des graminées vivaces) que les animaux pâturent jusqu'à l'installation des pluies dans les terroirs d'attache. C'est alors qu'interviennent les retours de transhumance correspondant à la période de juin-juillet.

Le rythme de passage des troupeaux dans le couloir de l'Arli est enregistré au poste forestier de la réserve. Les résultats pour 2001 jusqu'au moment de la mission ont été reportés dans la figure 1.

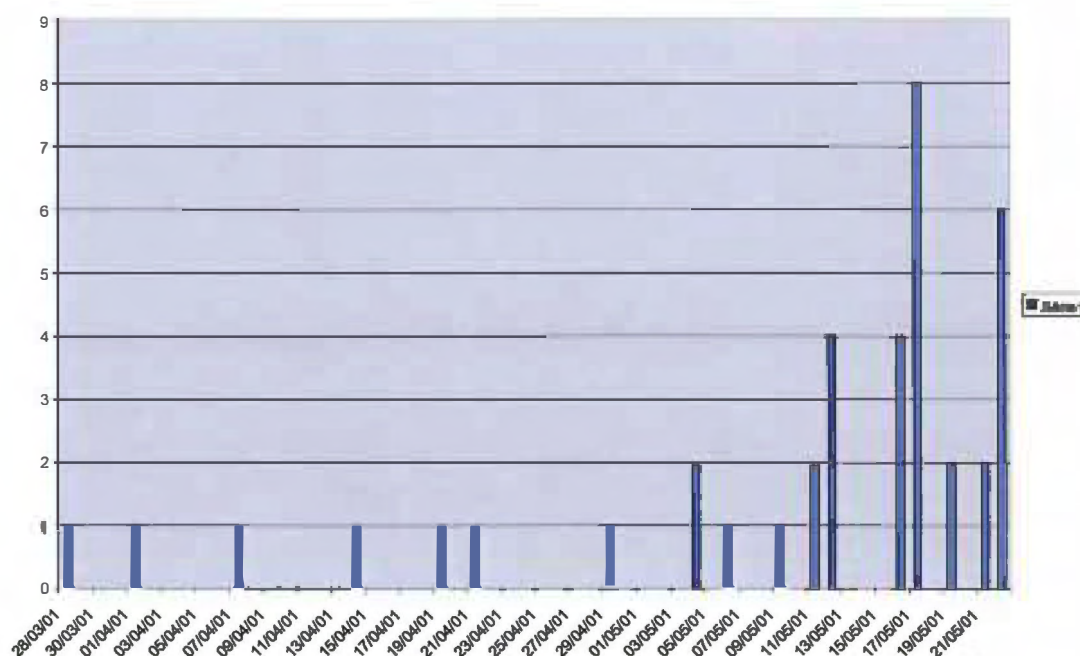


Figure 1 – Nombre de troupeaux transhumants au passage de l'Arli en 2001.

1.5. Typologie des éleveurs transhumants

On peut classer grosso modo les éleveurs transhumants en trois catégories :

Les transhumants propriétaires

Ici, les troupeaux transhumants sont conduits par les propriétaires ou par des proches parents (fils, neveu, cousin). En cas de litige, ils sont capables de prendre eux-mêmes les décisions allant dans le sens du règlement définitif du conflit. Celui-ci est donc plus vite réglé. Ils prennent particulièrement soin de leur troupeau, en leur évitant le plus possible les lieux interdits aux animaux domestiques comme les champs de culture et les aires classées pour autant que leurs limites soient bien matérialisées.

Les transhumants bergers-propriétaires du troupeau

Il s'agit des éleveurs dont les animaux sont en majorité en confiage. Seules quelques têtes leur appartiennent. Ce sont des bergers prudents, mais qui ne peuvent pas prendre de décision définitive en cas de litige d'une certaine importance. Dans ce cas, ils doivent se référer aux propriétaires majoritaires des animaux confiés.

Les transhumants bergers

Ils conduisent des troupeaux qui leur ont été intégralement confiés. Il s'agit en fait de prestataires de service dont la rémunération se fait au retour de transhumance sous forme de génisses. En cas de conflit, le litige traîne en longueur parce qu'ils ne peuvent prendre aucune décision sans se référer aux propriétaires. La transhumance se passe plus ou moins bien en fonction de leur niveau d'expérience.

1.6. Les animaux concernés par la transhumance

La transhumance dans la zone d'influence du parc W concerne surtout les bovins et, dans une moindre mesure, les ovins. Ils sont conduits en troupeaux mixtes ou monospécifiques.

Il n'existe pas de statistiques fiables sur les effectifs des troupeaux transhumants. Ni les services d'élevage, ni les services forestiers, ni l'administration générale n'a pu fournir des données chiffrées à la mission. Seul le chef de poste d'élevage de Kotchari (Burkina Faso) essaie de tenir des statistiques sur la transhumance. Les informations recueillies à ce poste de sortie en direction du Bénin sont reproduits dans le tableau 2.

Tableau 1 – Nombre d'animaux sortant pour le Bénin enregistrés au poste d'élevage de Kotchari (Burkina).

	Cumul 2000	Cumul 2001 (au 15/06)	15/04 à 15/06 2001
Bovins	6259	5102	4426
Ovins	1372	1255	722
Caprins	25		

Ces données ne concernent que les troupeaux des éleveurs transhumants déclarés, dûment munis des documents requis (certificat zoosanitaire et Certificat International de Transhumance en l'occurrence). Selon le chef de poste, ces chiffres représenteraient la moitié des effectifs réels, étant entendu que les transhumants non déclarés sont au moins aussi nombreux que les transhumants déclarés.

Les bovins transhumants sont des zébus de la race *Zébu peul soudanien* du Burkina Faso, les races *Djelli* et *Bororo rouge* du Niger.

1.7. Disponibilité de ressources pastorales dans la zone périphérique du parc

Occupation des sols et sa dynamique dans la zone périphérique

La zone périphérique du parc du W est à la limite de la saturation foncière. Deux études de cas, loin de constituer des situations isolées, traduisent la dynamique de l'occupation de l'espace dans la zone périphérique du parc du W. La problématique diffère d'une zone à

l'autre, mais dans tous les cas, la pression foncière est une réalité dans les terroirs riverains du parc.

- Le territoire de la sous-préfecture de Karimama couvre une superficie de 6 000 km², dont les deux tiers sont occupés par le parc. La partie du territoire exploitable pour les autres activités est coincée entre le parc et le fleuve Niger, sur une largeur variant entre 10-15 km du côté de Kompa et moins de 5 km à Monsey. Les activités agricoles et d'élevage se partagent cet espace très réduit et non affecté. Le domaine agricole occupe la grande majorité de l'espace eu égard à l'importance de la population et de l'évolution récente de la culture cotonnière à Karimama. Pendant la saison des cultures, le cheptel bovin, d'un effectif de 33 000 têtes, est relégué dans les rares zones marginales telles que les collines de Pékinga. La capacité d'accueil étant largement dépassée, certains éleveurs immigrent vers Kandi. La pression foncière agricole est telle que cette année, même les collines qui constituent les zones de repli du bétail résident ont été défrichées et les Associations d'éleveurs ont posé le problème aux autorités locales. Dans un tel contexte de concurrence accrue pour l'utilisation de l'espace entre forestiers, agriculteurs et éleveurs, une solution alternative trouvée par ces derniers est d'opérer des incursions dans le parc.
- Le canton de Tamou est une zone traditionnelle d'accueil des transhumants et de repli des élevages sédentaires pendant la saison de cultures. Le classement de la réserve totale de faune de Tamou et du parc du W en 1954 a soustrait une partie importante du canton des activités agro-pastorales. Les troupeaux pâturaient alors aux abords et quelquefois dans la réserve totale de faune érigée en réserve-tampon du parc du W. Suite à la grande sécheresse de 1974 et dans le cadre de la recherche d'une autosuffisance alimentaire, le président nigérien de l'époque, Seyni Kountché, ordonna en 1976 le déclassement de la moitié extérieure de la réserve-tampon, soit 70 000 ha, à des fins agricoles. Des agriculteurs venus du nord du pays, mais aussi des dignitaires du régime, bénéficièrent alors de parcelles de culture et de grands domaines agricoles suivant une concession de deux ans renouvelables. Ainsi naquit Haïnoma. Des nos jours, la plupart des fermes ne sont plus mises en culture. Toutefois, la concession temporaire s'étant transformée en concession définitive de fait, ces fermes sont devenues des domaines privés interdits d'accès aux éleveurs, même en dehors de la saison des cultures. Dans la zone périphérique proprement dite on assiste à une réduction drastique de l'espace pastoral qui se traduit par une extension des superficies cultivées, un émiettement de l'espace et les dégâts de cultures, l'obstruction des pistes de transhumance. L'exacerbation de la pression foncière pousse les troupeaux dans le parc du W. Face à cette situation très précaire de l'élevage dans la région, des voix s'élèvent pour réclamer le déguerpissement des agriculteurs de Haïnoma et/ou le déclassement de l'autre moitié de la réserve-tampon au profit des éleveurs.

Possibilités de déplacement dans la zone périphérique du Parc W

Au Niger, la zone périphérique du Parc W n'a plus de terre disposant de bons pâturages ni même de terre pour une agriculture réellement productrice. En témoigne le déclassement de la zone tampon en 1976 pour installer des agriculteurs.

L'arrondissement de Say, contiguë à la zone-tampon du Parc se situe dans la partie soudanienne du département de Tillabéri comprenant des steppes arbustives et de graminées annuelles. Il est ressorti des entretiens avec le responsable du service de l'élevage de Say que toutes les aires de pâturage sont aujourd'hui envahies par l'agriculture (la population du département croît de 3,3% par an). La plus grande partie de la zone tampon, celle non déclassée en particulier, est très dégradée.

Dans les environs immédiats du Parc W, seule la récupération de la partie déclassée de la zone tampon et sa ré-affectation à l'élevage pastoral peut permettre une circulation correcte des troupeaux. En effet, il semble encore possible de déguerpir les agriculteurs qui occupent la partie classée en jouant simplement sur le non-renouvellement des autorisations d'occuper les parcelles. En réalité, ces renouvellements devraient se faire tous les 2 ans. L'Etat éviterait que le travail sur ces parcelles ne se pérennise et ne débouche sur l'établissement des droits de succession et d'héritage.

On peut conclure que dans la zone périphérique du Parc W du Niger les possibilités de circulation des troupeaux sont quasi-nulles. Il existe, cependant, des superficies très dégradées dans le reste du département.

Au Bénin, les disponibilités de terres de parcours dans les zones non protégées attenantes aux zones tampons ou au Parc W lui-même sont nulles. Les zones de Banikoara et de Kandi tournées vers le Parc sont déjà âprement disputées entre la culture du coton, les éleveurs résidents et les transhumants. Quant à la zone de Alfakouara et surtout celle de Karimama, l'inexistence des possibilités de déplacement du bétail se traduit par des conflits armés avec parfois mort d'homme. Le bétail résident de Kandi se tourne plutôt vers le sud de Kandi pour éviter de faire des incursions dans le Parc. Dans la zone Est, très loin du parc W, la zone de Zangouan, il existerait encore une zone de pâturages à aménager.

La zone de Karimama est occupée à 70% par le Parc W et sa zone tampon. Il n'existe donc pas de possibilités de circulation du bétail. Par exemple, le village de Pekinga, avec plus de 1 000 habitants, dispose de 2 km d'espace entre le fleuve Niger et la zone tampon du parc du W.

Disponibilités en pâturages et en fourrage

La mission n'a pas pu disposer de données sur les ressources pastorales par zone ni au Bénin, ni au Burkina. Par contre, en ce qui concerne l'arrondissement de Say au Niger, les données fournies par le service de l'élevage sont les suivantes :

Superficie totale	1 162 900 ha
Superficie cultivable	203 296 ha
Espaces nus (20 %)	232 580 ha
Superficie pâturable	727 024 ha
Production brute	0,75 t/ha × 727 024 ha = 545 268 t
Production disponible (33 %)	179 938 t
Sous-produits agricoles	71 254
Total disponible	251 192 t
Total herbivores	302 890 UBT
Besoins en fourrage	514 913 t
Bilan (déficit)	- 263 721 t

Malgré ce déficit fourrager, l'arrondissement accueille des troupeaux transhumants en provenance des arrondissements de Kollo et de Téra. Il est alors fort probable que la plupart des troupeaux résidents ou transhumants finissent leur parcours dans le parc ou en territoire burkinabé.

Disponibilités en eau

Au Burkina Faso, le projet GIRE de Gestion intégrée des ressources en eau a produit un document intitulé : " *Etat des lieux de la gestion des ressources en eau du Burkina Faso*" (version provisoire, octobre 2000). Le projet est logé à la Direction générale de l'hydraulique à Ouagadougou ; il dispose d'une importante base de données constituée depuis le projet *Bilan d'eau* qui a édité de nombreuses cartes, dont celle des ressources en eau de la région Est (document disponible à la DEP/MEE, Ouagadougou).

La Direction régionale de l'hydraulique à Fada N'Gourma développe un programme d'hydraulique villageoise (forages essentiellement) dans l'Est Burkina. Le volet hydraulique pastoral est très limité ; il est du reste réalisé par le Ministère des ressources animales. Et dans ce cas, le suivi des réalisations du programme est confié aux techniciens de l'hydraulique (Ministère chargé de l'eau). La mission a obtenu la liste des villages disposant de forages dans la région Est Burkina. Pour réduire les conflits d'usage, il faut prévoir un point d'eau pour le village et un autre pour les éleveurs.

2 - CADRE RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL DES TRANSHUMANCES

2.1. Contextes nationaux de l'élevage et de la transhumance

Au Burkina Faso

Généralités sur l'élevage

L'économie burkinabé repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage. Le secteur agricole (agriculture et élevage) occupe plus de 80 % de la population totale du pays et contribue pour près de 25 % à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). La part du sous-secteur de l'élevage dans le PIB est d'environ 10 %.

L'élevage constitue une importante source de devises pour le pays. La part des produits animaux, non compris les cuirs et peaux, est de 19 % de la valeur des exportations (moyenne de 1994-1998), soit le deuxième poste après le coton. On estime que 86 % de la population tire partiellement ou entièrement leurs revenus à partir de l'élevage. Toutefois, les communautés d'éleveurs traditionnels (les Peuls en l'occurrence), généralement concernés par la transhumance, regroupent seulement 7 % de la population.

Le cheptel herbivore s'élève, pour l'année 2 000, à 5 744 045 UBT⁵, soit 4 798 221 bovins, 6 782 440 ovins, 8 647 290 caprins, 501 077 asins, 26 297 équins et 14 762 camelins. Selon certaines sources, 70 % du cheptel bovin sont conduits annuellement en transhumance nationale ou transfrontalière. Ces mouvements partent généralement de la zone sahélienne, et des autres régions à bilan fourrager chroniquement déficitaire, vers les régions méridionales (Sud-Ouest et Est du Burkina, Bénin, Ghana, Togo et Côte d'Ivoire).

La grande majorité des systèmes d'élevage sont traditionnels et extensifs. Ceux-ci sont confrontés à un certain nombre de difficultés majeures parmi lesquelles l'insécurité foncière pastorale et le déficit fourrager. L'insécurité foncière se traduit par une progression du front agricole dans les terres de parcours. Les bas-fonds notamment sont mis en culture et les pistes à bétail obstruées, ce qui limite fortement l'accès du bétail aux ressources pastorales (pâturages de saison sèche, points d'abreuvement) et engendre des conflits quelquefois meurtriers entre agriculteurs et éleveurs. Le déficit fourrager est une conséquence de la régression et des aléas pluviométriques observés depuis les années soixante-dix dans les pays du Sahel. La période de croissance et d'exploitation en vert des pâturages herbacés est très courte, variant de 50 jours à 180 jours selon la zone éco-climatique.

Face à ces difficultés que rencontre l'élevage traditionnel, les stratégies du Gouvernement visent la création de zones pastorales aménagées et l'organisation de la transhumance. Un code pastoral est en cours de préparation. Il définira notamment les grandes caractéristiques de la transhumance : les zones de départ, de transit, les pistes à bétail, et permettra d'assigner une place à cet élevage dans le cadre de l'aménagement de terroir.

Cadre institutionnel et réglementaire de l'élevage transhumant

La politique de l'élevage est élaborée et mise en œuvre par le Ministère des Ressources Animales, en collaboration avec ses partenaires. Au niveau central, la Direction des Aménagements Pastoraux et du Foncier (DAPF) est chargée de l'élaboration des textes réglementant la transhumance. Au niveau décentralisé, ce sont les Directions Régionales des Ressources Animales (DRRA) et les Directions Provinciales des Ressources Animales (DPRA) qui sont chargées de l'organisation et du contrôle des mouvements des troupeaux transhumants.

⁵ Les taux de conversion adoptés sont les suivants : 1 bovin = 0,75 UBT ; 1 ovin/caprin = 0,12 UBT ; 1 asin = 0,5 UBT ; 1 équin = 1 UBT et 1 camelin = 1,15 UBT.

Le cadre réglementaire dans lequel évolue la transhumance comprend les textes nationaux, les accords bilatéraux et les accords communautaires. Les principaux textes nationaux qui organisent et réglementent la transhumance sont :

- La loi n°014/96/ADP du 23 mai 1996 portant Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso ;
- Le décret n°97-054/PRES/PM/MEF du 6 février 1997 portant conditions et modalités d'application de la loi sur la Réorganisation Agraire et Foncière au Burkina Faso ;
- L'arrêté conjoint n°2000-30/MRA/MEE/AGRI/MEF/MATS/MEM/MIHU du 21 juillet 2000 portant réglementation du pâturage et de la transhumance du bétail au Burkina Faso ;
- L'arrêté conjoint n°2000-31/MRA/AGRI/MEE/ MEF/MATS/MEM/MIHU du 21 juillet 2000 portant règlement des différends entre agriculteurs et éleveurs.

En substance, ces textes, et plus particulièrement l'arrêté conjoint n°2000-30/MRA/MEE/AGRI/MEF/MATS/MEM/MIHU du 21 juillet 2000, définissent les zones pastorales, les modalités de leur aménagement, les conditions d'utilisation des ressources pastorales, le règlement des différends nés de leur utilisation et la réglementation de la transhumance nationale et transfrontalière. Concernant la transhumance transfrontalière, les textes nationaux renvoient aux accords bilatéraux et communautaires. En réalité, l'ensemble des textes nationaux et des accords bilatéraux sont indexés sur les accords communautaires, notamment la Décision A/DEC.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membres de la CEDEAO résumée plus haut (cf. chapitre 2.1.3). Cette décision, qui a été adoptée lors de la vingt-et-unième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Abuja en 1998, autorise le franchissement des frontières terrestres en vue de la transhumance entre tous les pays de la Communauté pour les espèces bovine, ovine, caprine, caméline et asine. Les principales conditions à remplir concernent la détention du Certificat international de transhumance CEDEAO et le respect de la réglementation en vigueur dans le pays d'accueil.

Planification régionale et schémas d'aménagement du territoire

Des travaux ont été conduits par la direction nationale ou régionale du Plan pour élaborer le schéma d'aménagement du territoire. On consultera utilement les documents sur les sujets suivants :

- l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire concernant la province du Gourma ; ce projet pilote a débuté en mars 2001. Il existe une *monographie* pour chacune des 5 provinces de la région. Une mise à jour de celle de la Tapoa est en cours de finalisation. Ces documents sont disponibles au Conseil National de la Population (CONAPO) à Ouagadougou.
- la stratégie régionale et de plan d'action sur la conservation de la Diversité Biologique. Les documents, au niveau régional et national, se trouvent au CONAGESE à Ouagadougou.
- un document intitulé : Profil et perspectives de développement de la région de planification de l'Est.
- un document relatif à l'étude thématique sur le milieu physique (SNAT) SP/CONAPO-DAF Décembre 1998.
- Voir aussi les travaux du PDRI/Tapoa du Ministère de l'agriculture, projet actuellement terminé.

Au Bénin

Données générales et de politique

La République du Bénin compte trois grandes zones écologiques :

- la zone côtière où les activités pastorales sont très réduites ;
- la zone centrale à climat soudano-guinéen ;
- et la zone Nord couvrant 70 % du territoire national : c'est la zone agro-pastorale. Elle présente un paysage de jachère parsemée de champs itinérants et regroupe plus de 80 % du cheptel national. Le front agricole y progresse rapidement à cause des défrichements pour les besoins des activités agricoles, la culture cotonnière notamment.

C'est un pays à vocation agro-pastorale. L'agriculture et l'élevage constituent les piliers de l'économie nationale ; ces activités occupent plus de 70 % de la population active du pays. La contribution de l'élevage au PIB est d'environ 10 %. Les effectifs du cheptel dans la région du Borgou (zone nord) pour l'année 2000 sont les suivants : 768 399 bovins, 305 775 ovins, 283 753 caprins, 15 676 porcins, 1 006 631 volailles, 524 équins, 450 asins et 16 camelins. Ces données ne prennent pas en compte les effectifs des troupeaux transhumants venant des pays voisins.

Au Bénin, la transhumance nationale est pratiquée par les agro-pasteurs sédentarisés et concerne près de 80 % des troupeaux bovins du Nord et du Centre. En vue de soutenir le sous-secteur de l'élevage, l'Etat a défini une politique dont les objectifs généraux s'énoncent comme suit :

- l'accroissement des productions animales pour couvrir les besoins de la population ;
- l'accroissement du rôle de l'élevage dans l'économie nationale ;
- et une meilleure intégration de l'agriculture et de l'élevage.

Cadre institutionnel du secteur de l'élevage

La Direction de l'Elevage, logée au sein du Ministère du Développement Rural, définit la politique de l'élevage. Elle est aussi chargée, de concert avec les Centres d'Action Régional pour le Développement Rural (CARDER) et les projets (sectoriels ou intégrés), de la mise en œuvre de cette politique. Au nombre des projets, il convient de citer le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage dans le Borgou (PADEB) dont le rayon d'action couvre une grande partie de la zone périphérique du parc du W.

Sur le terrain, l'encadrement technique des éleveurs est assuré par les structures ci-après :

- le Service de Production animale au niveau départemental ;
- la Section Elevage au niveau sous-préfectoral ;
- le Poste d'Elevage au niveau communal ;
- et le Centre d'animation au niveau villageois.

Cadre réglementaire de la transhumance

La transhumance transfrontalière a pris de l'importance au lendemain des grandes sécheresses des années soixante dix et quatre vingt. La crise des écosystèmes, consécutive aux déficits pluviométriques enregistrés dans les pays du Sahel notamment, a occasionné une « descente » massive des troupeaux transhumants au Bénin. Ce phénomène de la transhumance, avec l'expansion de la culture cotonnière, a engendré des conflits graves dans les départements du Zou et du Borgou au cours des années 1983 et 1984.

Cette situation a conduit à la promulgation de la Loi n°87-013 du 21 septembre 1987 portant réglementation de la vaine pâture, de la garde des animaux domestiques et de la

transhumance. Ce texte de loi organise la transhumance inter-Etat sur le territoire béninois. Ainsi, il définit les postes d'entrée, les itinéraires, les zones d'accueil, ainsi que les documents dont doivent se munir les transhumants. Les troupeaux transhumants en provenance de pays tiers doivent emprunter les itinéraires suivants, la première localité indique le Poste d'entrée et la dernière la zone d'accueil :

- En provenance du Burkina Faso par l'Atakora :
Porga-Tanguiéta-Natitingou-Djougou-Bassila
ou Porga-Gouandé-Datori-Korontières-Boukoumbé-Perma-Madjatom-Bassila
- En provenance du Niger par le Borgou :
Malanville ou Waria-Bodjécali-Guéné-Goungoun-Angaradébou

Le texte indique également que tout transhumant doit être muni d'un certificat de transhumance mentionnant le nom du propriétaire, la composition et l'effectif du troupeau et les vaccinations contre les affections majeures suivantes : peste bovine, péripneumonie contagieuse bovine, charbon bactérien et symptomatique et pasteurellose bovine.

Plus récemment, la question de la transhumance a nécessité l'élaboration et l'adoption de l'arrêté interministériel n° 010/MISAT/MDR/D-CAB du 20 janvier 1992 portant création, organisation, attribution et fonctionnement des Comités de transhumance, depuis le niveau national jusqu'au l'échelon local. Ces Comités de transhumance sont chargés de préparer la transhumance, d'en suivre le déroulement et d'apporter des solutions aux problèmes qui surgissent, selon une approche concertée. Les entretiens réalisés au cours de la mission ont montré que lesdits Comités ne sont pas fonctionnels dans la zone périphérique du parc du W.

Enfin, la réglementation de la transhumance au Bénin s'inscrit aussi dans des cadres communautaires (Conseil de l'Entente, CEDEAO). Le texte le plus récent est la Décision A/DEC.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membres de la CEDEAO.

Au Niger

Données générales sur l'élevage

Le Niger, tout comme le Burkina, est un pays sahélien ayant vécu des périodes relativement difficiles en 1973 et 1984, années de sécheresse très sévères aussi bien pour les hommes que pour le bétail.

Au Niger, le poids de l'élevage est extrêmement important. En effet, durant la période 1980-1983, la contribution de l'élevage au PIB s'élevait à 20%. Aujourd'hui, en 2001, cette contribution tourne autour de 11%. Néanmoins l'élevage reste la seconde source d'entrée de devises après l'uranium. L'importance de l'élevage au Niger peut s'apprécier aussi en prêtant attention à la formation du PIB agricole : 35% proviennent de ce secteur. L'élevage représente l'activité principale pour près de 22% de la population nigérienne. Le cheptel herbivore y est estimé à 3 500 000 UBT.

La grande majorité des troupeaux est élevée selon le système pastoral transhumant. Les pasteurs appartiennent surtout aux groupes ethniques Peul, Toubou, Touareg et Arabes.

Dans la zone du projet, le Niger est le principal pays d'origine des éleveurs transhumants. Ils proviennent de différentes localités de l'arrondissement de Say. Le tableau 1 montre l'importance de l'élevage dans cette région.

Tableau 2. Effectifs du cheptel évoluant dans la zone d'influence du parc W.

Localités/Canton	Bovins	Ovins	Caprins
Say	29 632	41 038	50 875
Wouro Guéladio	64 351	41 832	31 879
Tamou	60 558	60 371	55 999
Torodi	133 225	37 848	94 434
Total	287 766	181 089	233 187

Source : Rapport 2001 du Service Elevage de Say.

Cadre réglementaire de la transhumance au Niger

Pays de départs importants de transhumants, le Niger a édicté plusieurs textes réglementaires afin de canaliser ses troupeaux.

En rappel, le Niger fait partie du Conseil Economique du Bétail et de la Viande (CEBV) du Conseil de l'Entente qui regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo. Il fait également partie d'un autre regroupement plus vaste, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Tout comme au sein de la CEBV, des accords de libre circulation des biens existent entre les divers pays au niveau de la CEDEAO.

Au niveau interne, le Niger a pris des textes pour réglementer la circulation et le droit de pâturage du bétail dans les zones de cultures. C'est le décret n°87-077/PLMS/MI du 18 juin 1987. L'article 2 dudit décret précise les espaces réservés à la circulation du bétail ; ces espaces sont les suivants :

- les zones expressément réservées au pâturage ;
- les terrains réservés au parage ;
- les pistes et sentiers qui relient pâturage, points d'eau et terrains de parage ;
- tout lopin de terre débarrassé des produits et sous-produits agricoles utilisables par l'agriculteur ;
- les forêts classées de 5 ans et plus conformément aux dispositions du code forestier ;
- les couloirs de passage ;
- les bourgoutières ».

L'article 4 du même décret précise qu'il est formellement interdit de mettre en valeur à des fins agricoles les espaces réservés à la circulation du bétail ; en tout état de cause, il est interdit d'exercer des sévices sur le bétail.

Le Code rural ou l'Ordonnance n°93-015 du 2 mars 1993 en son chapitre II, et les articles 23 à 39 définit les droits des pasteurs sur l'espace, l'aménagement des espaces pastoraux et les droits s'exerçant sur le capital bétail. L'hydraulique pastorale est régie par les articles 50 à 55.

En 1997, le Gouvernement du Niger a pris un décret pour préciser la notion de la mise en valeur des ressources naturelles. La mise en valeur des ressources pastorales se trouve explicitée dans les articles 9 à 16 du décret n°97-006/PRN/MAG/EL du 10 janvier 1997.

Ainsi, au terme de l'Article 9, la mise en valeur des ressources pastorales consiste en toutes actions ou activités matérielles par lesquelles un éleveur exploite les pâturages et l'eau pour accroître ou améliorer la production et la reproduction du capital-bétail tout en favorisant et

en respectant le cycle de renouvellement de ces ressources. La réalisation notamment d'ouvrages hydrauliques, de pâturages et d'enclos constitue une activité de mise en valeur du capital-bétail.

Le décret n°97-007/PR/MAG/EL du 10 janvier 1997 précise, en son article 2, la définition des terroirs d'attache et celle du pasteur. Le terroir d'attache c'est l'unité territoriale déterminée et reconnue par les coutumes et/ou les textes en vigueur à l'intérieur de laquelle vivent habituellement les pasteurs pendant la majeure partie de l'année, unité territoriale à laquelle ils restent attachés lorsqu'ils se déplacent, que ce soit à l'occasion de la transhumance, du nomadisme ou des migrations.

Ce régime réglementaire serait incomplet si des textes spécifiques (Recueil de textes complémentaires à l'ordonnance 93-015 du 2 mars 1993), n'étaient pas produits pour organiser les transhumances, car celles-ci sont importantes. Ainsi, les pistes officielles de pénétration au Bénin pour les transhumants nigériens devraient passer par Gaya et Malanville de façon à ce que les animaux débouchent dans le Borgou par le Sud de Kandi. Pour accéder au Burkina Faso, les animaux nigériens devraient passer par Botou-Makalondi-Kantchari en contournant donc les aires classées du Parc du W.

Règles coutumières d'accès aux ressources pastorales

Au cours des investigations sur le terrain, la mission a obtenu très peu d'informations écrites sur le mode de gestion coutumière de l'espace pastoral. Cependant, il est bien connu que les pasteurs résidents ou transhumants ont toujours vécu et entretenu des relations avec les agriculteurs. L'accès aux ressources comme les résidus de récolte a été presque libre tout le temps. C'est la dégradation généralisée des espaces qui a fini par générer des conflits autour de cette pratique.

Au Bénin tout comme au Niger, l'accès aux résidus des récoltes permettait aux champs visités d'être fumés par la même occasion. Au Bénin, notamment dans la zone de Karimama, la compétition autour de l'espace entre agriculteurs et éleveurs a rompu cette cohabitation pacifique. Ici, la tension entre les 2 communautés est réellement montée ces dernières années à cause de 3 facteurs combinés : les agents forestiers ont renforcé la surveillance du Parc W avec la mise en place des auxiliaires comme les AVIGREF ; l'expansion du front agricole mangeur d'espace ; la concentration excessive d'animaux dans la zone pour profiter de la bonne qualité des pâturages. A titre d'exemple, au cours de l'année 2 000, on a dénombré 32 978 bœufs pour 33 319 habitants sur un espace de 6 000 km² dont les 2/3 soit 4 000 km² sont occupés par le Parc et les zones tampon !

Les habitants (agriculteurs) de la zone de Karimama ont l'habitude de laisser les récoltes dans les champs, dans des greniers insuffisamment protégés contre les animaux. Le contexte de la reprise en main du Parc W et de ses périphéries dans l'optique d'aménagement conduit toutes les parties (agents forestiers + AVIGREF ; transhumants + éleveurs locaux et agriculteurs) à faire monter les enchères.

Traditionnellement, on ne refuse pas de l'eau à quelqu'un pour abreuver ses animaux. Mais cette denrée, notamment au Niger, devient rare à une époque de l'année. On assiste ainsi dans le département de Tillabéri à des conflits autour des points d'eau entre agriculteurs et éleveurs et entre agriculteurs ou entre éleveurs. Il faut retenir que, selon les estimations faites en 1993, Tillabéri regroupe près de 30% du cheptel bovin nigérien. Au Bénin, il n'était pas rare de constater des accords tacites selon lesquels certains droits d'usage sont respectés comme l'engagement de porter secours aux troupeaux étrangers en détresse.

Ainsi, l'eau est une ressource commune et tous pasteurs doivent pouvoir y accéder avec leurs bêtes.

Notons que le Bénin, contrairement au Niger, ne possède pas pour le moment de règlement concernant la propriété des points d'eau pastoraux.

3 - DIFFICULTÉS ET CONFLITS LIÉS À LA TRANSHUMANCE

Dans la région des parcs, l'élevage extensif partage l'exploitation des ressources naturelles renouvelables avec les autres activités suivantes : l'agriculture, la foresterie et le tourisme autour de la faune. L'avancée du front agricole a pris une importance considérable, poussée par la croissance démographique des populations autochtones, l'arrivée de migrants d'autres régions (y compris des agro-éleveurs) et la promotion de la culture du coton. La dégradation du climat a accéléré les mouvements migratoires et les mouvements de transhumance. L'évolution actuelle de l'utilisation des terres avec l'extension des surfaces cultivées et le classement de nouvelles forêts accroît considérablement les contraintes des éleveurs dans leurs déplacements. Cette situation est propice aux conflits.

Les ressources naturelles renouvelables, qu'il s'agisse de la terre, de l'eau, de la végétation ou des animaux sauvages, sont revendiquées par un nombre croissant de personnes : jadis surabondantes, ce qui laissait beaucoup de liberté pour les atteindre, elles commencent à être de plus en plus limitées et difficiles d'accès pour chacun, donc les convoitises à leur rencontre grandissent. Ces ressources étant vitales pour beaucoup, les enjeux des différents utilisateurs s'expriment de plus en plus fortement. Ils sont souvent en opposition. Les mécanismes de défense se mettent en place et les situations de compétition pour ces différentes ressources, de désaccord sur leur utilisation et de non-respect des règles socialement admises ou imposées se multiplient. S'informer à leur sujet est une démarche essentielle pour comprendre l'évolution en cours de la transhumance et chercher des voies et des solutions pour l'avenir.

Une proportion croissante de personnes clefs se trouve hors de la zone, qu'il s'agisse de propriétaires de troupeaux en transhumance, de concessionnaires de zones de chasse ou même peut-être d'exploitants agricoles ou d'élevage qui vivent en ville et mettent leurs terres en gérance. Il faut ajouter aussi les intérêts grandissants que les Etats comptent retirer de l'expansion économique de cette région et des retombées attendues pour le revenu national. Et par dessus tout cela, la communauté internationale commence à s'impliquer, notamment en développant les mécanismes permettant de mieux préserver les milieux naturels et les espèces sauvages (Union européenne, Unesco/Mab).

3.1. Point de vue des différentes parties

Du côté des services de l'environnement :

« *Le parc du W est devenu un parc à bœufs* ». Cette affirmation de certains responsables du parc traduit l'ampleur du phénomène de la transhumance et de leurs craintes sur les conséquences. Il est notoire que le parc est une zone de pâturage de saison sèche pour beaucoup d'éleveurs, surtout dans les parties non exploitées pour le tourisme. Pourtant, du fait que cette exploitation est interdite, on n'en connaît pas le nombre ni l'ampleur. Toutefois, malgré la présence probablement importante de bétail dans le parc de mai à juin, on peut encore observer une faune sauvage relique présentant toutes les classes d'âge. Si les conditions de conservation étaient réunies, il serait donc possible d'accroître les

populations d'animaux sauvages. C'est bien pour cela que l'un des objectifs du Programme ECOPAS – parc W est la reconquête graduelle de l'espace du parc au profit de la faune.

Tous les responsables et les auxiliaires forestiers interviewés au cours de cette étude considèrent que le séjour de troupeaux transhumants dans le parc constitue le problème numéro un. C'est, d'après eux, un fléau plus grave que le braconnage, parce que plus difficile à endiguer. Il n'est pas admissible que le bétail soit autorisé à transhumer dans le parc. Selon les forestiers, les éleveurs transhumants font paître leurs troupeaux dans le parc pour plusieurs raisons :

- La méconnaissance des limites du parc, des zones cynégétiques et des zones tampons.
- La réduction drastique de l'espace et des ressources pastorales dans les zones périphériques du parc à cause de la forte emprise agricole et forestière.
- La production de jeunes repousses d'herbe d'excellente qualité en pleine saison sèche grâce à la pratique des feux précoces dans le cadre de l'aménagement de la faune.
- La présence de points d'abreuvement pérennes constitués par des mares et les affluents du fleuve Niger (l'Alibori, la Mékrou et la Tapoa).
- L'abondance d'arbres que les bergers ont coutume d'ébrancher pour nourrir les bœufs.
- La sécurité de leurs activités d'élevage en saison de cultures en évitant les causes de conflit avec les agriculteurs du fait des dégâts aux cultures.

Au Burkina, les troupeaux venant du Mali et du Niger doivent suivre les routes et passer par les couloirs de transhumance. Comme ceux-ci ne sont pas aménagés et ne comportent pas de points d'eau, les animaux rentrent dans les parcs et les éleveurs s'y installent parfois pour un certain temps. Pour effectuer leur tâche de surveillance, les gardes forestiers sont peu nombreux et en saison des pluies les déplacements dans les parcs deviennent très difficiles. Les services de l'environnement n'ont pas les moyens matériels d'assurer une surveillance correcte. N'étant pas exploité, le parc du W ne procure pas les revenus qui permettraient d'améliorer cette situation.

Pour accéder au parc, les éleveurs opèrent généralement de nuit. C'est le cas par exemple du côté de Karimama au Bénin où les transhumants nigériens traversent le fleuve Niger en tous points des 80 km de rive limitant le parc. Une fois à l'intérieur du parc, ils vont se fixer sur des sites inaccessibles aux forestiers. Cette fixation peut être saisonnière (de mai à juin), pluriannuelle (de 1 à 3 ans) ou définitive (cas du village de Illela). Le choix des points de passage pour entrer dans le parc et celui des points de stationnement à l'intérieur du parc sont déterminés avec la complicité des éleveurs résidant dans les terroirs riverains.

La grande étendue du parc, surtout sa partie béninoise qui couvre une superficie de 568 000 hectares, la modicité des moyens (humains, matériels et pistes forestières) affectés à la surveillance du parc, de même que les complicités locales constituent les principales difficultés à la lutte contre la transhumance dans le parc béninois. A ces difficultés, il convient de citer l'impossibilité dans certains cas d'appréhender les éleveurs ou leurs troupeaux en infraction dans le parc. D'où le recours à l'abattage des bovins encore appelé « vaccination » par les forestiers en charge de la surveillance du parc. On indique que la plupart des bergers transhumants M'Bororo sont armés de fusils ou d'armes blanches et donc dangereux.

On reproche aux éleveurs Peuls leur indiscipline : ils n'hésitent pas à faire ce qui est interdit en prenant le risque de payer de fortes amendes. Certains éleveurs ne sont pas surpris d'être verbalisés. Ils se mettent en infraction pour sauver leur troupeau. Par contre ils ne peuvent tolérer que l'on abatte leurs bêtes, ils supportent mieux de devoir payer une forte

amende que de voir mourir leur bétail. Ces mêmes éleveurs seraient vraisemblablement prêts à payer pour accéder à une zone pastorale.

Le système d'élevage est souvent qualifié d'élevage de prestige ou de « banque ambulante ». Il en résulterait une accumulation excessive de bétail chez les éleveurs qui en ont le moyen, bien au delà de leurs besoins ou de l'exploitation normale des troupeaux. On cite le fait que dans les boucheries autour du parc, la viande de bœuf est souvent absente, alors que l'élevage est bien présent.

Les conséquences négatives de la transhumance sur le parc du W telles qu'elles sont rapportées par les services de l'environnement sont décrites plus bas, au chapitre « Impacts écologiques de la transhumance ».

Du côté des services de l'élevage :

Au moment de partir en transhumance, le berger s'informe sur les points d'arrivée et sur l'état des pâturages et des points d'eau. Muni de cette information, il se penche sur le trajet à suivre pour y arriver.

C'est là que surgit la première difficulté : les animaux en partance sont dans un état de fatigue notable et les pistes officielles à suivre sont très longues. Le transhumant qui quitte Say pour le Borgou au Bénin ou pour le Sud de Diapaga au Burkina Faso va préférer traverser les zones tampons du Parc W.

Ainsi les zones tampons et le parc lui-même deviennent à la fois obstacle et enjeu très convoité parce que les animaux peuvent s'y nourrir et s'y abreuver.

Autre difficulté, les pistes de transhumance sont pour la plupart obstruées par les champs de culture. En 1976, les autorités nigériennes ont déclassé 70 000 ha de la réserve de faune de Tamou pour les affecter à des agriculteurs alors que cette partie constituait une zone de parcours et de refuge des éleveurs en hivernage. Cette avancée du front agricole a bien évidemment exacerbé la tension entre les deux communautés. Au Burkina, de nouvelles concessions de chasse ont été attribuées en 1996, ce qui limite d'autant les terres de parcours libres pour les éleveurs et les possibilités d'extension des champs pour les agriculteurs.

Il est à signaler aussi que la transhumance survient toujours à un moment où la plupart des pâturages sont appauvris partout ; les troupeaux qui se déplacent entrent en compétition directe avec les animaux sédentaires et avec la faune pour l'utilisation des pâturages et des points d'eau devenus très convoités. On peut aussi résumer les principaux problèmes que rencontre la transhumance comme suit :

- Les trajets officiels tracés pour le parcours des bêtes sont longs, fatigants et souvent obstrués par des champs. En réalité ces pistes officielles sont peu empruntées et les agriculteurs, avec le mode de production itinérant qu'ils pratiquent, conjugué avec la pression démographique, sont de plus en plus gourmands en espace cultivable.
- Les limites des aires protégées doivent être repérables de façon indiscutable et pérenne évitant du même coup des incursions répétées des bœufs dans les zones interdites. Aujourd'hui, au Niger, ces espaces sont des endroits à la fois convoités et redoutés (à cause des agents forestiers et des concessionnaires des zones de chasse). C'est l'objet d'un enjeu considérable entre les éleveurs résidents ou transhumants et les agents forestiers chargés de la protection de la faune et de la flore ou les concessionnaires des zones cynégétiques jouant un rôle de surveillance et de restauration de quelques biotopes.

- Les couloirs de transhumance pour traverser les réserves vers les pays limitrophes sont longs et manquent d'aménagements tels que des points d'eau et des aires de repos.

Le déclassement d'une bonne partie de la zone tampon de Tamou au profit exclusif de l'agriculture rétrécit encore davantage les espaces de parcours du bétail obligeant celui-ci à des incursions dans le pourtour immédiat du parc ou dans les champs de culture. Toute chose qui ne favorise pas la bonne cohabitation entre communautés de pasteurs et d'agriculteurs.

Du côté des éleveurs :

Il faut d'abord rappeler la préoccupation première des éleveurs : trouver chaque jour pour leurs bêtes du fourrage, de l'eau et un espace pour se déplacer. Ils doivent déterminer les voies de passage des animaux, notamment en hivernage quand l'espace est limité par les cultures.

Jadis, les éleveurs étaient tolérés dans les réserves partielles et n'étaient pas verbalisés. Par exemple, l'accueil des transhumants au Bénin ou au Togo ne soulevait pas de problème. Pour séjourner dans la réserve du W, il suffisait de s'entendre avec les gardes forestiers. Depuis 5 ans environ, les forestiers sont devenus très sévères. Depuis que les concessions ont été amodiées, les réserves sont très protégées et surveillées. A présent, les difficultés sont énormes. A un moment les gardes allaient jusqu'à tirer sur le bétail. Depuis deux ans, à la suite des protestations que cela a soulevé, ils ne tuent plus les animaux et se contentent de les saisir et de fixer des pénalités.

Au cours des transhumances à travers le Burkina, l'un des problèmes majeurs est celui de l'abreuvement du bétail. Sur les axes de transhumance transfrontaliers, les principaux points d'eau se trouvent, vers le Bénin, à Kotchari, Piergou et Konbongou, et vers le Togo, à Sabwargou vers Yobri, puis à Arli, puis à Tambarga vers Pama.

Au Togo, les éleveurs trouvent un pays à majorité agricole où les paysans ne font pas grand cas des animaux. Les cultures sont pratiquées toute l'année, et le risque de dégâts par le bétail est permanent. Les conflits peuvent prendre une grande importance. Il y a aussi des voleurs de bétail. Il n'existe pas de grand espace pour accueillir les transhumants (sauf sur l'ancienne réserve du Président du Togo).

Au Bénin, au-delà de la Mékrou, la situation serait meilleure. Les ressources pastorales sont plus abondantes qu'au Burkina. Les champs de coton ne sont établis que dans certaines zones. Ils rencontreraient même moins de tracasseries de la part des autorités qu'au Burkina.

Au Burkina, l'évolution actuelle de l'utilisation des terres, c'est l'ouverture de nouvelles concessions de chasse et l'extension de l'agriculture, donc un accroissement des contraintes aux déplacements des éleveurs. Cette situation est propice aux conflits. Comme l'expliquait un éleveur Peul : *« Les plus fatigués de ce monde aujourd'hui sont les éleveurs, pas de pâturage, pas d'eau, même pas un endroit où ils peuvent s'arrêter avec un animal ».*

Les éleveurs souffrent d'un manque de formation et d'information (sensibilisation). Beaucoup ne sont pas alphabétisés. En ce qui concerne les interdictions, les éleveurs sédentaires et les bergers transhumants expérimentés les connaissent mais pas les jeunes bergers. Ils attendent de l'administration qu'elle les informe car ils connaissent mal la zone. Au Burkina on signale aussi que les bergers Peuls rencontrent un problème de communication s'ils ne

connaissent pas les langues locales, car beaucoup de villageois et les agents de l'administration ne parlent pas le *fulfuldé*.

Tous craignent d'être verbalisés par les agents forestiers, d'autant qu'ils pensent pouvoir être pris même en dehors des limites. Mais les plus redoutés sont les pisteurs, certains outrepassant leur mandat et allant, dit-on, jusqu'à vendre eux-mêmes des animaux saisis pour récupérer le montant des pénalités. Quand les éleveurs sont pris en flagrant délit, les actions prises à leur encontre ne sont pas satisfaisantes et donnent lieu à des protestations : les animaux confisqués sont mal nourris et peuvent mourir, on ne laisse pas un temps suffisant aux propriétaires pour rassembler l'argent de l'amende. Il faudrait améliorer le mode de règlement des délits.

Les éleveurs sédentarisés se plaignent de pratiques discrètes mais dirigées à leur encontre de la part d'agriculteurs pour les dissuader de rester ou les éloigner : certains brûlent leurs pailles dans les champs, ce qui correspond à l'élimination de fourrage potentiel ; d'autres cultivent de plus en plus près de leur campement, ce qui représente une véritable provocation à des dégâts d'animaux dans les cultures ; d'autres ne récoltent pas pour prolonger la durée pendant laquelle le terrain n'est pas accessible aux troupeaux ; enfin d'autres établissent des champs sur des voies de passages ou des accès aux points d'eau. Lorsqu'un endroit a été fumé par le séjour des troupeaux, il devient très prisé par les agriculteurs pour l'établissement d'un nouveau champ. Le défrichement a souvent lieu pendant que l'éleveur est parti en transhumance. D'une façon générale, les éleveurs s'inquiètent de l'extension des terres cultivées et de l'emprise croissante des agriculteurs sur l'espace.

Des éleveurs peuls sédentarisés dans la province de la Tapoa (Burkina)

Le hameau peul de Parboa Karimama se trouve près de Mouabou, à l'est de Logobou. Il est déserté depuis un mois de la plupart de ses jeunes hommes, partis en transhumance au Bénin avec près de 500 bêtes. Il se trouve, à l'écart des hameaux gourmantché.

Ces familles venues de régions plus septentrionales du Burkina se sont installées ici depuis 11 ans. Les terres relèvent des populations gourmantché mais ils s'y sont établis pour cultiver et faire paître leurs troupeaux car ils sont Burkinabé. Leur principal souci est l'extension des champs tout autour de leurs habitations. Sans vraiment les chasser, les agriculteurs défrichent de plus en plus près de leurs maisons ou tout le long des fonds de vallées où les bergers creusent leurs puits, véritables provocations qui accroissent considérablement les risques de voir le bétail provoquer des dégâts dans les cultures. Par exemple, le champ de coton voisin n'a jamais été récolté, donc les animaux peuvent être suspectés à tout moment d'y faire des dégradations. Les réserves de Kourtiagou et de l'Arli ne sont pas loin. Ils font pâturer leurs animaux jusqu'au bord des forêts et en connaissent bien les limites.

Les troupeaux se trouvent actuellement au Bénin au-delà de la Mékrou. Dans cette région il est plus facile qu'ici de faire pâturer et boire les animaux car les pluies arrivent plus tôt, l'herbe est plus précoce, les espaces cultivés sont plus regroupés. Quelques membres de la famille s'y sont même installés. Mais les animaux qui reviennent de transhumance ne sont pas en bonne santé, en ce sens qu'ils produisent peu de veaux.

Du côté des agriculteurs :

La mission ne disposait pas d'un temps suffisant pour consulter de façon satisfaisante les services de l'agriculture et les agriculteurs des zones périphériques aux parcs et réserves pour connaître leur point de vue sur les éleveurs transhumants et leurs relations avec eux. Le point de vue des acteurs du secteur agricole est cependant très important puisque l'objectif d'écarter les éleveurs des parcs et réserves ne pourra être atteint que dans la mesure où des solutions alternatives seront trouvées pour leur passage et leur accueil dans les zones périphériques où se développe l'agriculture.

Notons seulement que les sociétés agricoles africaines de la région reconnaissent implicitement à toute personne, soit-elle de passage, le droit d'accès aux ressources vitales comme l'eau ou le pâturage, et appliquent les règles de l'hospitalité. Mais ces coutumes fondamentales sont parfois assorties de conditions : par exemple, durée maximum d'usage d'un point d'eau, recouvrement du droit d'accès à l'eau, ou donnent lieu à des arrangements et des échanges de service : pacage du bétail sur un champ pour sa fumure en échange de la consommation des résidus de culture, confiage d'animaux...

En saison sèche, les villageois ne voient pas toujours d'un bon œil arriver des troupeaux transhumants sur leur terroir, mais ils l'acceptent. Sur les trajets de transhumance, ces éleveurs de passage ne restent pas longtemps, quelques jours seulement, cela en fonction des disponibilités en herbe et en eau. Si le bétail ne semble pas perturber la présence de petit gibier sur leurs terres, par contre le reproche a été plusieurs fois formulé au Burkina que des éleveurs ont l'habitude de mutiler les arbres pour fournir du fourrage aux bêtes et cette pratique les choque.

Par contre au début de l'époque des cultures, ils craignent que le bétail transhumant sur la route du retour ne vienne divaguer dans les champs en pleine levée et ne provoquent de gros dégâts.

3.2. Infractions et conflits avec les éleveurs transhumants

En polémologie, on définit généralement le conflit comme une opposition d'intérêts entre individus, entre communautés ou entre Etats dont la solution peut être recherchée par la force, la négociation ou l'intervention d'une tierce partie. Dans la région les conflits impliquant l'élevage, en particulier transhumant, prennent dans les cas extrêmes des tournures dramatiques avec mort d'hommes, ce qui donne une idée de l'importance des enjeux pour les protagonistes. Pour mieux comprendre les points de vue de ceux-ci, quelques séances de discussions ouvertes ont été tenues au cours de la mission.

Interlocuteurs consultés par la mission sur les infractions et les conflits

- des agriculteurs (au Bénin et au Niger) ;
- des éleveurs ou leurs représentants (Burkina, Niger et Bénin) ;
- des agents forestiers (Burkina et Niger).
- des agents forestiers et leurs auxiliaires AVIGREF (Bénin) ; les comités villageois (Burkina) ;
- des agents des services de l'élevage (Burkina, Niger, Bénin), de l'agriculture (Niger, Bénin) ;
- des concessionnaires (Burkina) ;

- des représentants de projets (SNV/Kandi au Bénin) ;
- des représentants de l'autorité administrative locale (Burkina, Bénin, Niger).

Typologie des conflits et leurs causes

En rapport avec la transhumance, on distingue au moins cinq types de conflits, présentés dans le tableau 3.

Tableau 3 - Conflits liés à la transhumance dans la zone d'influence du parc du W.

Type de Conflit	Causes de conflit
Eleveurs transhumants # Agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> – Occupation des pistes de parcours du bétail pour accéder aux pâturages et à l'eau – Grignotement de l'espace pour la culture du coton – Dégâts de cultures dans les champs
Eleveurs # Eleveurs résidents transhumants	<ul style="list-style-type: none"> – Concentration des troupeaux autour des points d'eau et des pâturage (surpâturage) – Exacerbation des conflits avec les agriculteurs – Surpâturage conduisant à des déplacements obligatoires des éleveurs résidents
Eleveurs résidents # Agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> – Compétition accrue sur les terres de pâture et les points d'eau – Complicité des éleveurs résidents avec les transhumants – Médiateurs représentant les transhumants lors de litiges résultant des dégâts aux culture.
Eleveurs transhumants # Services forestiers	<ul style="list-style-type: none"> – Invasion de la zone tampon par les troupeaux – Incursions fréquentes des troupeaux dans le parc – Montant des transactions – Mauvais traitement infligé aux animaux saisis – Limites de la zone tampon non matérialisée de façon définitive – Emondage des arbres dans les réserves
Eleveurs transhumants # Concessionnaires de zone de chasse	<ul style="list-style-type: none"> – Compétition entre la faune et les animaux domestiques autour des points d'eau et dans une certaine mesure pour les ressources fourragères – Fuite des animaux sauvages – Mauvaise image des zones de chasse auprès des visiteurs étrangers du fait de la présence de bétail domestique dans les concessions

Avec des agriculteurs ou des éleveurs sédentaires

L'un des problèmes que posent aux villageois les troupeaux transhumants est celui de l'eau. Le nombre des troupeaux transhumants a beaucoup augmenté dans la région. La plupart des mares sont inutilisables à partir de février. Il faut donc utiliser les pompes sur forages. Si le nombre d'animaux paraît exagéré aux villageois, il leur arrive de refuser. Si les animaux ne sont pas très nombreux, ils acceptent mais peuvent faire payer l'eau.

Une autre série de difficultés peut surgir du partage de l'espace et de ses ressources entre les divers utilisateurs, qu'il s'agisse, d'une part, des villageois pour leurs activités habituelles hors de l'élevage, les agriculteurs, les pêcheurs, les ménagères, et, d'autre part, les éleveurs, qu'ils soient du village ou de passage. L'animal ou son berger peut être cause de prédation ou de dégradations pour certaines ressources (comme les arbustes, l'eau des mares) ou certains aménagements (haies), il peut aussi se révéler concurrent sur ces ressources (comme l'eau des puits).

Ce qu'il faut craindre davantage, ce sont les conflits à propos des dégâts aux cultures. D'abord au début des transhumances, si les troupeaux arrivent trop précocement, les récoltes ne sont pas achevées et les risques de conflits sont énormes. Puis au retour des transhumances, comme l'espace rural est de plus en plus densément occupé, le passage des animaux dans les zones agricoles où les cultures commencent à pousser est problématique. Il ne reste parfois que la route. Par exemple au Burkina, il n'y a pas de piste à bétail pour aller au marché de Namounou alors même que s'y trouve un parc à vaccination. Si un incident survient, l'éleveur est tenu pour responsable. La difficulté est d'autant plus surprenante que les agriculteurs sont eux-mêmes éleveurs et qu'ils rencontrent les mêmes problèmes. Des négociations devraient pouvoir être conduites au niveau des terroirs villageois, mais certains délégués de village refusent d'y venir.

En rapport avec les parcs et réserves

L'une des premières infractions que les transhumants commettent au regard de l'ensemble du dispositif réglementaire est le non respect des pistes de transhumance au cours des déplacements. Ces pistes officielles sont considérées comme longues donc fatigantes pour un bétail déjà en état de dénutrition avancé. Aujourd'hui et parce qu'elles n'ont pas été utilisées assez souvent, ces pistes sont obstruées à plusieurs endroits par des champs de culture et les points d'eau jadis fonctionnels se retrouvent soit dans des champs, soit complètement abandonnés.

Pour avoir quitté certaines pistes de transhumance, les boeufs font des incursions dans les aires protégées ou dans les champs de culture. Les troupeaux sont attirés dans les réserves par les points d'eau permanents et par les repousses d'herbe qui suivent les feux contrôlés. C'est aussi bien le fait d'animaux appartenant à des éleveurs résidents ou à des transhumants. Les infractions des éleveurs transhumants dans les parcs ont lieu en mai-juin lors de la descente et surtout un mois plus tard au moment du retour. Au Burkina, les services forestiers mentionnent aussi l'émondage illicite par les bergers de certains arbres comme *Khaya senegalensis*, *Pterocarpus erinaceus*, *Azalia africana* et les *Acacia*.

Les gardiens des réserves découvrent aussi des agriculteurs qui ouvrent des champs dans les concessions. Ils doivent alors leur signaler l'infraction pour les faire déguerpir. Les conflits avec les agriculteurs sont en diminution, par contre ils existent toujours avec les transhumants.

L'intensité du braconnage aurait beaucoup diminué au Burkina. Les villageois voisins des réserves sont impliqués dans la surveillance et sont bénéficiaires de certaines retombées de la chasse. Ils sont aussi bien sensibilisés aux objectifs de protection et de chasse. Les

pisteurs sont d'anciens braconniers. Ils sont financièrement intéressés en fonction des animaux repérés et bénéficient de petits avantages comme les pièces de rechange pour leur vélo. Ils reçoivent une partie du montant des amendes (21 % à l'indicateur, 9 % à celui qui verbalise, 70 % pour l'Etat).

Avec les concessionnaires de réserves de chasse

Il n'y a pas de conflit avec les éleveurs en période de chasse car il y a de l'herbe. Les difficultés viennent ensuite. Alors que les services de l'environnement n'ont pas les moyens matériels d'assurer une surveillance correcte, les concessionnaires sont généralement mieux pourvus et plus rigoureux. Ils ont leur garde-chasse et payent leurs pisteurs, lesquels agissent en relation avec les forestiers. Au Burkina par exemple, après les actions de chasse, ce sont eux qui sont chargés d'informer le poste forestier des prises et présentent le bétail abattu pour mensuration puis qui le remettent à un comité villageois. Ils alertent aussi les forestiers en cas d'infraction. Le service forestier salarie ses propres pisteurs, dits pisteurs d'Etat.

3.3. Traitement des infractions et conflits

Infractions constatées par les services d'Etat

Seuls les agents forestiers sont habilités à saisir les contrevenants et à fixer les amendes. Quand un éleveur est pris en flagrant délit, l'agent forestier est chargé de faire le constat. Les pisteurs saisissent le troupeau et le gardent jusqu'au paiement de l'amende. Les guides de chasse sont armés mais ne sont pas autorisés à utiliser leurs armes. Les agents forestiers saisissent des animaux et les mettent en fourrière où ils les gardent (et les nourrissent) jusqu'à ce que leur propriétaire règle le montant de l'amende.

Les pénalités infligées aux éleveurs en infraction sont fixées par la loi. Au Burkina, le montant est déterminé à l'intérieur d'une fourchette définie par le code forestier, selon le niveau de gravité de l'infraction. Les amendes pour parcours illégal dans la forêt sont, soit forfaitaires et indépendantes de la taille du troupeau, ce qui semble être le cas le plus fréquent, soit en fonction du nombre de têtes. Elles sont très élevées, allant de 250 000 à 400 000 F CFA. Le montant est parfois adapté si le « délinquant » parvient à convaincre ceux qui le verbalisent. Cette année, le nombre de verbalisation dans l'est du Burkina au moment de la mission était de 7 ou 8 sur les trois derniers mois. Il s'agissait essentiellement des troupeaux d'éleveurs sédentaires, pas de transhumants.

La surveillance au niveau du poste de Golobou au Burkina Faso

Le poste compte deux agents forestiers et quatre pisteurs, et disposent de bicyclettes et de véhicules. Seuls les agents forestiers sont habilités à verbaliser mais les pisteurs peuvent appréhender les contrevenants. Les éleveurs doivent s'acquitter de l'amende avant de récupérer leurs animaux. La garde des animaux saisis pose problème, car il n'y a qu'un puits pour le village et le service ne dispose pas d'enclos pour cela. Aucune saisie n'a encore eu lieu cette année.

Au Niger, toute infraction touchant le Parc ou les aires contiguës donne lieu à une amende allant de 50 000 à 100 000 F CFA par troupeau. En cas d'infraction, le berger fait appel aux services bénévoles d'un *rugga* (l'interface transhumants-autorités coutumières ou administratives) pour régler le problème.

Au Bénin, tout troupeau surpris dans les zones classées par les agents forestiers ou par les AVIGREF est arraisonné et les amendes varient de 50 000 à 500 000 FCFA. En réalité, très peu de pénalités donnant lieu à un paiement de taxe s'observent dans le parc du W béninois.

En effet, les difficultés d'appréhension des bergers et de leurs troupeaux ont amené les forestiers à opter pour la « vaccination⁶ » des animaux qui séjournent dans le Parc du W.

Certains éleveurs ne sont pas surpris d'être verbalisés. Ils se mettent en infraction pour sauver leur troupeau. Dans la province de la Tapoa au Burkina, on compte entre 50 et 100 verbalisations par an sur l'ensemble des réserves, le plus grand nombre ayant lieu à Kabougou : les transhumants nigériens traversent cette zone en longeant le parc du W vers le sud et en profitent pour y pénétrer. Beaucoup aussi sont enregistrés dans le parc de l'Arlé avec des troupeaux venant de la région d'Ougarou. Sur Kourtiagou, les conflits viennent des résidents qui font des incursions dans la réserve.

Si les éleveurs contestent fortement l'infraction ou son mode de règlement, ils en réfèrent aux services de l'élevage qui peuvent alors intervenir directement auprès des services forestiers⁷ ou en référer à l'arbitrage d'autorités administratives supérieures.

3.4. Résolution des conflits entre individus

Les différents types de conflits nés de la transhumance sont traités différemment selon les niveaux. Les méthodes les plus couramment utilisées sont les suivantes :

- la négociation directe entre le transhumant et celui qui a subi le dommage (agriculteur, concessionnaire de zone cynégétique, propriétaire d'un point d'eau) pour un règlement amiable ;
- la médiation : ici, l'éleveur utilise les services bénévoles du *rugga* lorsqu'il est nigérien, ou son logeur (un éleveur résident de la localité où le litige a eu lieu) ;
- l'arbitrage juridico-administratif qui intervient en dernière instance lorsque les deux précédentes méthodes ont échoué. Dans ce cas, le règlement du conflit est porté aux instances ci-après :
 - le chef de village ou de tribu ;
 - puis le chef de canton ;
 - enfin devant le juge.

Il faut noter que l'administration a changé d'attitude dans ce genre d'affaires vis-à-vis des éleveurs. Alors que jadis l'éleveur avait rarement gain de cause en cas de conflit (« *le Peul n'a pas de chez soi* »), la nouvelle attitude de l'administration consiste à faire comprendre que l'éleveur peut aussi sa place dans le terroir.

L'affaire est portée devant le juge quand les niveaux inférieurs n'ont pas donné entière satisfaction à l'une ou l'autre des parties en conflit. En règle générale, l'éleveur s'arrange pour trouver un compromis acceptable avant cette instance.

Certains conflits mettant en cause les rôles des agents faisant la répression remontent jusqu'au préfet. Ce fut par exemple le cas dans la province du Gourma après que des pisteurs (des réserves de chasse et des zones protégées) se soient chargés de la répression alors qu'ils devaient seulement en référer aux agents forestiers, ce qui a provoqué des mouvements de protestation.

Au total, les infractions commises par les transhumants génèrent des intérêts certains pour les agriculteurs dont les champs broutés ou piétinés sont largement compensés par les amendes infligées aux bergers ; les agents forestiers ou les douaniers gagnent aussi dans l'opération ne serait-ce déjà que par le biais des ristournes qui leur sont reversées.

⁶ Terme péjoratif employé localement pour désigner l'abattage des animaux au moyen de fusils par les forestiers et leurs auxiliaires chargés de la surveillance du parc du W au Bénin.

⁷ Ou des douanes le cas échéant.

4 - CONSÉQUENCES ÉCOLOGIQUES ET SANITAIRES DE LA TRANSHUMANCE DANS LE PARC ET LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE

4.1. Impact sur la végétation du parc

Tant que la charge des herbivores (faune sauvage ou animaux domestiques) reste faible, l'impact du pâturage sur la végétation est peu marquée. La présence saisonnière de bétail peut même avoir un effet favorable sur les plantes herbacées. Le broutage et le piétinement modéré stimulent par exemple le tallage des graminées vivaces, les déjections animales contribuent au cycle des nutriments.

Si la charge animale est forte, la végétation change de façon notable et l'on peut craindre que l'écosystème ne se dégrade (voir l'encadré).

Evolution de la végétation au nord du Bénin

Une étude réalisée dans la région de Banikoara permet d'avoir des indications assez précises sur l'évolution du couvert végétal entre 1950 et 1975 (P.A. Oude, 19..). La comparaison de deux cartes réalisées à partir de photos aériennes de 1950 et 1974-75 permet de mettre en évidence une dégradation très nette des formations arborées et une extension importante des savanes arbustives. Les forêts-galeries ont en effet été réduites à néant, tandis que la superficie des forêts claires et des savanes boisées et arborées chutaient respectivement de 66% et 15% ; les savanes arbustives et herbeuses voyaient dans le même temps leur superficie augmenter de 148%. Or selon Oude, le taux de recouvrement est faible dans ces savanes, de l'ordre de 20% pour les herbacées et 17% pour les arbustes. En fait on assisterait à une dégradation conjointe des strates arborées et herbeuses : d'après les relevés de Oude, sur 35 points d'observation, 29 présentaient une dégradation à la fois des ligneux et des herbacées.

Dans cette région dont on souhaite préserver la faune, Oude estime qu'il y a 19 fois plus de bovins que de grands mammifères sauvages. Outre l'appauvrissement faunistique, il faut bien noter que l'omniprésence d'une espèce animale a un impact majeur sur la végétation, dans la mesure où les bovidés sélectionnent un nombre limité d'espèces pour leur alimentation. Ainsi, certaines espèces, systématiquement émondées en saison sèches sont très menacées : *Azelia africana*, *Pterocarpus erinaceus*, *Khaya senegalensis*, *Ficus spp*, etc.

Cette évolution explique le développement de processus érosifs de plus en plus agressifs sur les sols dénudés. L'appauvrissement des sols pénalise bien évidemment la régénération de la végétation, et facilite le comblement des points d'eau. Ainsi, le long de la vallée de la Mékrou, Oude a observé au milieu des années 1980 plusieurs cas de points d'eau en voie de comblement.

Pour Oude, du fait de l'accroissement des effectifs bovins, la dégradation de l'écosystème est importante.

A l'intérieur du parc

Dans la partie burkinabé du parc du W, le changement du couvert végétal dû au pâturage serait plus apparent au nord, plus sec et moins surveillé, qu'au sud, plus humide et mieux contrôlé. Dans la partie béninoise, les entretiens au cours de la mission ont permis d'apprendre que certains éleveurs transhumants établissent de petits campements à l'intérieur du parc. Il se produit une dégradation du couvert herbacé aux environs des campements à cause de la fréquentation du bétail et du fait des activités au campement. En outre, certains transhumants allument des feux tardifs dans le but de provoquer l'apparition de repousses, ce qui est préjudiciable tant à la strate herbacée qu'au peuplement ligneux.

Dans la zone périphérique

Lorsque le pâturage herbacé de saison sèche est surtout constitué d'herbe sèche, le fourrage est pauvre en matières azotées. Pour couvrir les besoins nutritifs des animaux, les bergers ont recours au pâturage aérien, c'est-à-dire au feuillage d'arbres, riche en azote. Si ce feuillage est trop haut pour être brouté directement, on pratique l'émondage des meilleures espèces. C'est ainsi que dans la zone périphérique du parc du W, les espèces telles que *Pterocarpus erinaceus*, *Azelia africana*, *Acacia spp*, *Khaya senegalensis* sont surexploitées par les éleveurs transhumants. Lorsque la coupe est trop sévère, elle entraîne la mort de l'arbre. Quelques pieds morts de *Pterocarpus erinaceus* notamment témoignent de ce fait. L'émondage est peu observé à l'intérieur du parc où la qualité des repousses (teneur en matières azotées) ne justifient pas une telle pratique. Cette pratique est d'ailleurs interdite dans les aires protégées. De façon presque générale au Burkina, les forestiers évoquent la mutilation des arbres par les bergers et la répriment. Par ailleurs les conséquences des feux de brousse mal contrôlés sont importantes, et la mise en place d'une bonne gestion serait nécessaire pour éviter les conséquences néfastes sur la végétation à long terme.

4.2. Relations faune bétail

Impact de l'élevage sur la faune

La présence des éleveurs et des troupeaux transhumants dans le parc cause, de l'avis unanime des forestiers, un certain nombre de préjudices à la faune. Elle perturbe la quiétude des animaux sauvages, elle endommage leur habitat, elle représente une concurrence pour l'utilisation des points d'eau et, dans une moindre mesure, des ressources fourragères en saison sèche. On mentionne aussi le braconnage pratiqué par les éleveurs transhumants, l'envasement des mares et des cours d'eau, la dégradation du sol par tassement : certains acteurs interviewés ont qualifié les pistes empruntées par le bétail transhumant à l'intérieur du parc d'« autoroutes en préparation ».

Prédations de la faune dans les troupeaux

La prédation par des fauves sur des animaux domestiques s'exerce tant à l'intérieur que dans les environs immédiats du parc. Elle est le fait des carnivores tels que les lions et les hyènes. Côté Bénin, des cas ont été signalés dans le parc. Il semble que la population de lions a connu une augmentation ces dernières années à cause de la présence massive dans le parc d'animaux domestiques qui constituent des proies faciles. Au-delà de la prédation, la fuite des animaux pourchassés par les carnivores occasionne la perte de quelques têtes, voire de troupeaux entiers. Dans la zone périphérique il arrive que des hyènes attaquent les ânes, que des lions attaquent les boeufs.

Les dégâts de bêtes sauvages à Kondio, Burkina

Les animaux du parc du W et de la réserve de Kourtiagou causent quelques dégâts au cheptel des agriculteurs : les lions attaquent les ânes, parfois les veaux et même des boeufs. On en compte une quinzaine chaque année. Les hyènes attaquent les moutons, jusqu'à 10 par mois. Les dégâts dans les champs de céréales sont importants : ils sont provoqués par les éléphants, les cobes, les phacochères, les cynocéphales, les écureuils. Au semis, ce sont les francolins et les pintades. Les singes mangent aussi les fruits du cotonnier. Parfois les agriculteurs dorment dans leur champ et font du bruit. Les feux près des champs sont sans effet. Récemment un champ a été détruit par 7 éléphants.

Au Burkina, les villageois peuvent faire faire un constat, lorsque des animaux sauvages causent des dégâts dans leurs champs : le constat est dressé simultanément par un

représentant des 3 services (agriculture, élevage, environnement). Mais actuellement aucune suite n'est donnée à la plainte.

4.3. Epidémiologie des maladies animales

Risques de transmission entre la faune et le bétail

Le contact entre le bétail et les animaux sauvages, principalement au niveau des points d'eau en saison sèche, mais aussi dans les pâturages, peut être à l'origine de la transmission de maladies. Au Bénin, où un programme surveillance épidémiologique est en cours, aucun cas de transmission n'a encore été formellement établi dans le parc du W ou même dans celui de la Pendjari. Toutefois, les spécialistes sont unanimes pour dire que le buffle constitue un réservoir de maladies transmissibles aux bovins et vice-versa. Les affections les plus couramment citées dans le cadre de la transmission entre la faune et le bétail sont la peste bovine, qui a été éradiquée depuis 1998 chez les animaux domestiques, la fièvre aphteuse, les charbons symptomatique et bactérien, la pasteurellose et la trypanosomiase animale africaine. Certains transhumants signalent des cas de maladies contractées par leur bétail dans les zones d'accueil : il s'agit probablement de la trypanosomiase et d'autres parasitoses pour lesquelles les zébus sont très sensibles.

L'organisation de la transhumance devra prendre en compte ces questions. Une protection sanitaire du bétail devra être assurée au départ et au retour de la transhumance. Le Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACE) comporte un volet faune sauvage. Par conséquent, une concertation entre la Coordination du Programme PACE et celle du Programme du ECOPAS– Parc W permettrait une bonne exécution de ce volet dans le parc du W du Niger.

Risques épidémiologiques liés à la transhumance transfrontalière

Le premier problème généralement évoqué en ce qui concerne la transhumance est le risque épidémiologique qu'elle occasionne. En effet, le troupeau transhumant peut répandre rapidement des maladies contagieuses dans ses déplacements, ce qui mettrait en péril le cheptel de régions entières, voire de tout un pays. Le problème devient particulièrement grave dans le cas de la transhumance transfrontalière (ou inter-Etats). C'est pour cette raison que toutes les réglementations nationales, les accords bilatéraux et communautaires (CEBV, CEDEAO, CILSS) font obligation à l'éleveur transhumant de se munir d'un certificat de vaccination du troupeau ou du Certificat International de Transhumance (CIT) qui ne peut être délivré qu'au vu du certificat zoosanitaire. Dans les pays couverts par le parc du W du Niger, seule la vaccination contre la péripneumonie contagieuse bovine est obligatoire de nos jours. Cependant d'autres affections telles que le charbon symptomatique, le charbon bactérien et les pasteurelloses sont quelquefois disséminées par le bétail transhumant. Des cas de charbon symptomatique et de pasteurellose ont été dépistés dans des troupeaux nigériens au Poste d'élevage de Kotchari (Burkina Faso). La non prise en compte de ces maladies par la vaccination obligatoire au départ de la transhumance ainsi que le non respect de la réglementation zoo-sanitaire par les transhumants constituent les risques épidémiologiques de la transhumance dans la zone d'influence du parc.



Etat d'un Pterocarpus après émondage par les bergers.



Ce jeune berger Nigérien en transhumance près du parc prend soin du veau nouveau né.



Troupeau en transhumance du Niger vers le Bénin, en bordure du Parc du W au Burkina, mai 2001.



Le passage d'un troupeau dans le long couloir du Parc de l'Arly. On remarquera l'abondance des repousses d'herbe dans la réserve à laquelle le bétail n'a pas accès hors de ce couloir.



La falaise de Gobnangou représente un obstacle naturel au déplacement des troupeaux vers le sud



Les responsables d'un comité villageois de la chasse (province du Gourma)



Bétail transhumant dans la zone d'accueil de Katchari.
 Il restera dans cette région jusqu'au retour des pluies.
 L'état de maigreur des animaux révèle le besoin impératif de trouver des pâturages par la transhumance.



Animaux sédentaires dans la région de Logobou

CHAPITRE 3

PROPOSITIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT

La recherche de solutions visant à faire coexister pacifiquement l'élevage transhumant et la conservation de la biodiversité dans les aires protégées va au-delà de la simple police à l'intérieur de leur périmètre. Elle passe par la mise en place d'un véritable *programme de développement régional et d'aménagement du territoire* réfléchi et discuté à un niveau le plus élargi possible.

Les propositions d'orientation qui suivent s'adressent non seulement au programme ECOPAS mais doivent impliquer aussi les structures gouvernementales ou privées qui œuvrent pour l'élevage et pour l'environnement dans la région. Elles portent non seulement sur les modalités d'aménagement et de surveillance du parc mais aussi sur l'aménagement de la zone périphérique. Elles concernent à la fois le secteur de l'environnement, de l'élevage, de l'agriculture et de l'aménagement du territoire.

1 - DOMAINES DE PROPOSITIONS

Dans le stade actuel, ces propositions ne sont encore que des pistes, soit suggérées par les interlocuteurs que la mission a rencontrés, soit formulées par les membres du groupe à l'issue de la mission. Elles sont appelées à être débattues, complétées et précisées dans les années à venir à l'appui des recherches qui seront entreprises par le programme sur le thème de la transhumance.

Quelques idées fortes constitueront la trame de la démarche sur cette thématique :

- Le principe de protection des parcs et réserves exclut l'admission d'animaux domestiques. Le contrôle du parc et des réserves va se renforcer.
-
- Les infractions doivent être traitées dans un esprit de compréhension. Les éleveurs doivent pouvoir être orientés progressivement vers des zones d'accueil hors de ces espaces.
- Des zones pastorales suffisamment attractives doivent être réalisées et aménagées en zone périphérique. Une forme de classement en garantirait l'usage à long terme. Leurs ressources pastorales pourraient ainsi être soumises à des règles de gestion.
- L'établissement des zones pastorales et des pistes à bétail devra être décidé dans le cadre plus général de l'aménagement de l'espace dans la zone périphérique.
- Les décisions d'aménagement seront prises dans le cadre de concertations entre les acteurs clés. Toutes les formes de concertation seront favorisées.
- La prise en compte des éléments socioculturels qui déterminent les différents types d'élevage dans la région afin de connaître les marges de changement concernant les transhumances et de formuler des propositions réalistes.
- Un appui aux structures locales de décision et de gestion (Comités et fédérations de transhumance, etc.) constitue un point essentiel pour la résolution des conflits entre les éleveurs transhumants et les cultivateurs.
- Des mesures en faveur du secteur de l'élevage seront prises parallèlement aux actions de préservation des ressources naturelles.

- La promotion de l'intensification de l'agriculture et de l'élevage sont nécessaires dans certains secteurs.
- Les législations nationales manquent de cohérence et restent inadaptées à la crise de la transhumance et de l'élevage dans la région. Elles doivent être harmonisées.
- La coopération transfrontalière et la concertation régionale doivent fonctionner. En effet il n'existe pas de politique d'aménagement du territoire à l'échelle régionale (stratégie commune aux trois pays).

2 - AMÉLIORATION DE LA SURVEILLANCE DANS LES PARCS ET RÉSERVES

- Le bon état dans les parcs et réserves de la végétation herbacée, donc des pâturages, et des conditions d'abreuvement va continuer d'attirer des transhumants en dépit des toutes les interdictions. Il est clair que l'amélioration de la protection de la faune et de la flore passe par le renforcement des capacités de surveillance. Cette action doit porter à la fois sur la disponibilité de façon durable de moyens humains et matériels adéquats, ainsi que sur l'ouverture de pistes forestières permettant les déplacements de surveillance.
- Le nombre d'infractions est appelé à s'accroître au fur et à mesure des progrès de la surveillance du parc du W. Leur traitement devra prendre en compte les possibilités pour les éleveurs de solutions de rechange hors du parc ou des autres réserves et être effectué avec souplesse. Un soin particulier sera donné à l'information des éleveurs sur les nouvelles dispositions prises pour la surveillance et sur les limites des aires protégées.
- Les infractions devraient être pénalisées dans la transparence et la compréhension des contraintes des éleveurs. En aucun cas on ne saurait admettre la mise à mort d'animaux comme moyen de répression, ce procédé étant illégal : il faut considérer que ces animaux sont les moyens de travail et de subsistance des éleveurs.
- Les limites des aires protégées doivent être sans équivoque et convenablement visibles sur le terrain. Il existe encore, semble-t-il, des incertitudes ou des imprécisions sur les limites de certaines réserves, notamment les plus récentes concessions. La délimitation officielle et leur cartographie ne suffit pas, le balisage bien visible sur le terrain et compréhensible par les éleveurs est indispensable. Ces limites peuvent être matérialisées par des balises ou des pistes périphériques.
- Les couloirs pour le passage des troupeaux soit à travers des aires protégées, soit entre deux aires, doivent être aménagés pour que le passage se fasse facilement et clairement balisés sur leur longueur. Ces aménagements comprendront notamment des accès à l'eau (un point d'abreuvement tous les 25 kilomètres environ) et des aires de repos, éventuellement des pâturages aménagés. Pour le moment, il existe deux couloirs au Burkina, celui de Kondio et celui de l'Arli. Compte-tenu de leur longueur, leurs aménagements sont insuffisants.

3 - EXPLOITATION PASTORALE AUTORISÉE DES RÉSERVES

Depuis leur classement, les aires protégées n'ont jamais cessé d'être exploitées par le bétail tant autochtone que transhumant. *Le futur de l'élevage dans la région semble donc indissociable de l'existence des aires protégées.* Pour preuve, les éleveurs acceptent de payer les amendes qui leur sont infligées par le service forestier et proposent même de payer à ces derniers des droits de pacage, tant les alternatives semblent très limitées en dehors des aires classées.

La réduction de la fréquentation des aires protégées par le bétail ne pourra donc être brutale. Il est indispensable d'examiner la possibilité d'une certaine utilisation pastorale des réserves. Les conditions d'exploitation pastorales doivent être définies.

Les codes forestiers considèrent *a priori* que les éleveurs sont nuisibles à l'environnement et au statut des réserves forestières. Cette position doit être réexaminée.

En guise de recommandation, il est suggéré que les trois pays acceptent d'observer un moratoire sur la stricte application de mesures répressives à l'encontre de la transhumance :

- afin de faire place à un dialogue national et sous-régional véritable. Il est nécessaire que les termes et les conditions de cette éventuelle utilisation autorisée des ressources du parc soit soumise à une concertation entre les parties concernées, à savoir les responsables de la conservation et de la surveillance, mais aussi des représentants des éleveurs transhumants, et soient arrêtés d'un commun accord, pour que l'application puisse être respectée et soit contrôlable.
- pour permettre la réalisation d'études plus poussées.
 - Les conditions d'exploitation pastorale doivent être dictées par des considérations techniques en rapport avec les objectifs de conservation. La recherche doit apporter les éléments techniques de base à l'élaboration de telles conditions.
 - La recherche doit aussi permettre de comprendre la manière dont les populations et l'ensemble des acteurs gèrent actuellement la transhumance, les facteurs déterminants à prendre en compte et les solutions alternatives possibles.

4 - AMÉNAGEMENT DE LA ZONE PÉRIPHÉRIQUE

4.1. Quelques idées maîtresses

La mission de Heringa réalisée pour la FAO en 1986 visait en partie à vérifier que l'existence des parcs nationaux et des réserves de faune constituait une contrainte importante pour le développement de l'élevage. Or, il s'est avéré au terme de cette mission, que s'il existe bien des conflits à ce propos, les conflits avec les agriculteurs pèsent beaucoup plus lourd et témoignent des véritables contraintes que subissent les éleveurs.

D'autre part, l'opinion générale est défavorable aux systèmes de production animale actuels dans ces régions, qui seraient à la base de la dégradation de la végétation, de l'érosion des sols, du processus de désertification. Or, un rapport de Winrock international 1992 (*in* PRASET, 1996), stipule que « *la plus grande menace qui pèse sur les terres de parcours en Afrique vient des populations humaines et de l'extension des cultures. Rien ne permet de lier l'élevage à ce processus de désertification* ». Aussi, même si les pratiques actuelles de l'élevage, dans un contexte d'accroissement du cheptel bovin et de raréfaction des

ressources pastorales, contribuent indiscutablement à une dégradation des écosystèmes de la région, il faudra tenir compte d'une évidence : le pastoralisme a besoin d'espace. La véritable question est : « comment partager ces espaces pour mieux les sauvegarder ? ».

4.2. L'hypothèse d'un zonage

L'établissement d'un zonage de l'espace rural par secteur d'activité semble pour certains un objectif idéal. Il est applicable aux aires protégées et répond aux exigences du programme MAB dans lequel le Parc Régional du W sera inscrit. Ce zonage accorderait ainsi une place à l'espace pastoral.

On ne peut omettre que ce zonage risque d'être difficile à réaliser car il va rencontrer des intérêts divergents. On sait que les efforts de sensibilisation à des dispositions nouvelles peuvent aboutir à des accords, mais ceux-ci peuvent par la suite ne pas être suivis d'effet. Il faut savoir que les efforts faits jusqu'à présent pour la gestion des terroirs n'ont pas abouti car les dispositions adoptées n'ont jusqu'à présent pas été respectées.

Il faudra veiller à ce que le zonage ne devienne pas une contrainte à la mobilité régionale du bétail et au développement de complémentarités entre zones. Il est nécessaire que parallèlement les dispositions juridiques et administratives pour planifier le développement rural s'attachent à renforcer l'égalité d'accès aux ressources et à éviter l'exclusion des minorités, en particulier des populations pastorales.

5 - L'APPROCHE « GESTION DE TERROIR »

Cette forme d'organisation du développement local s'est particulièrement développée au Burkina Faso. Il est envisagé au niveau national que cette approche soit étendue à toutes les provinces, car elle est officiellement reconnue par les autorités comme étant particulièrement adaptée au développement rural. Elle permet d'aborder de manière concertée la gestion des ressources naturelles du terroir par l'ensemble des acteurs. Elle préfigure, dans une certaine mesure, la décentralisation qui prévoit la création des communes rurales au Burkina. Par ailleurs, plusieurs pays voisins viennent au Burkina pour l'étudier.

Il convient d'étudier dans quelle mesure cette approche répond aux réalités un peu particulières que sont la transhumance, d'une part, et les aires protégées, d'autre part, pour en faire un important levier de développement et d'organisation au niveau local.

5.1. L'aménagement de zones d'élevage

Actuellement le bétail exploite des ressources et des espaces non utilisés à d'autres fins, non cultivés, ou non protégés. L'éleveur doit toujours céder devant la revendication de terres pour des exploitations agricoles, forestières ou urbaines. Tant que les surfaces exploitables par les troupeaux sont grandes, les éleveurs trouvent des solutions devant les changements de l'occupation des sols et adaptent leurs parcours. Dans la région du parc du W et des espaces attenants, l'emprise de l'agriculture et des réserves s'accroît rapidement et rend de plus en plus difficile la tâche des éleveurs. Le choix récent des autorités burkinabé de créer de nouvelles concessions de chasse a contribué à réduire davantage l'espace pastoral face à l'expansion concomitante de la culture du coton.

Réserver des espaces pour le pâturage

Un éleveur Peul résumait ainsi la situation : « *Dans la région, seules les réserves sont bien gardées. Les autres terres sont soit cultivées, soit brûlées. Le pâturage manque* ». Aucune zone n'est spécifiquement conservée comme pâturage. Il faudrait pouvoir aménager des espaces pastoraux pour l'élevage dans les zones périphériques avec des points d'eau et une gestion de l'herbe. Les zones réservées au pâturage seraient destinées aussi bien au bétail des éleveurs résidents qu'à l'accueil des troupeaux transhumants.

Faudra-t-il faire bénéficier des zones pastorales d'une forme de classement qui les protégerait de l'empiètement non contrôlé des cultures ou d'autres activités qui les détourneraient de leur destination ? Cette question est à débattre, elle aurait l'avantage de faciliter une gestion sur le long terme. Elle aurait l'inconvénient de focaliser les troupeaux dans des espaces limités.

L'identification et la délimitation de zones à vocation pastorale porterait en priorité dans la zone périphérique du parc du W, mais elle devrait aussi intéresser à terme des zones plus éloignées susceptibles d'accueillir aussi les troupeaux transhumants. Ces zones d'accueil sont à identifier tant dans les pays d'accueil (Bénin, Burkina Faso) que dans les pays de départ (Niger, Burkina Faso). Une étude dans ce sens avait déjà été réalisée par la Société Togolaise d'Etudes de Développement (SOTED) en 1992 pour le compte du Conseil de l'Entente. Le travail consisterait donc à actualiser et à compléter cette étude tout en restant dans les limites de la zone d'influence du parc du W du point de vue de la transhumance.

Aménager et gérer les ressources pastorales

Les zones pastorales seraient dédiées en priorité à l'utilisation par les éleveurs. L'accès doit rester libre et ouvert : les éleveurs défendent en effet le principe de l'accès communautaire aux ressources pour des raisons éthiques. L'un d'eux donnait cette image : « *si l'on verse du riz sur le sol, chacun pourra en ramasser un peu, mais si on met le riz dans un sac, une seule personne emportera le tout* ».

Pourtant, la mise en œuvre d'actions de gestion et d'entretien tant des ressources que des équipements doit reposer sur des personnes responsables. Il faudrait donc envisager la possibilité de mettre en place un comité de gestion pour chaque zone, incluant en son sein non seulement des éleveurs résidents mais aussi des représentants des éleveurs transhumants.

Les actions de gestion porteraient principalement sur :

- La création et l'entretien de points d'eau.
- La construction ou l'entretien d'infrastructures d'élevage comme les parcs à vaccination.
- L'utilisation et le contrôle des feux : le feu doit devenir un moyen de gestion des pâturages, comme cela est pratiqué dans les réserves. Personne n'a pour le moment la maîtrise des feux dans les terroirs.
- La restauration des pâturages dégradés.
- Des activités complémentaires, soit dans le domaine de la santé animale, soit pour l'approvisionnement et la distribution d'aliments pour animaux.

Le comité de gestion pourrait décider de faire payer certains services, voire même d'envisager des droits de pacage.

Le nombre et la répartition des points d'abreuvement à construire tiendra compte des capacités de charge des zones afin de minimiser les risques de déséquilibres écologiques. Une étude agrostologique préalable est nécessaire. Un véritable programme d'hydraulique pastorale est à envisager dans la zone périphérique, parallèlement à ce qui pourrait être entrepris dans le parc pour la faune. Un tel programme ne saurait se limiter à la création ou la réhabilitation de points d'eau pour le bétail ; les dispositions institutionnelles et sociales

doivent être prises auprès des utilisateurs et des populations résidentes pour tout ce qui concerne les droits d'accès à l'eau et les opérations de maintenance.

Restauration des parcours dégradés dans l'arrondissement de Say (Niger)

Dans la zone agro-pastorale de Tamou, les terres de parcours sont très dégradées. L'utilisation de la charrue *Delphino* et *Treno* par exemple permettra de récupérer ces terres de parcours au profit de l'élevage résident. Ceci contribuera à diminuer la pression du bétail des terroirs riverains sur le parc. Pour assurer leur durabilité, les terres de parcours restaurées devront être délimitées et classées afin d'éviter qu'elles ne soient emblavées sous la pression foncière agricole. Des règles simples de gestion seront élaborées et soumises à l'application de tous les utilisateurs organisés en Groupement d'intérêt pastoral ou en Association pastorale. Un minimum d'aménagement sera requis, comprenant un point d'eau pastoral et un parc à vaccination. La mise en œuvre de cette proposition s'inspirera des expériences concluantes du Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN, projet allemand) exécuté dans certaines localités de la région.

5.2. Dialogue et concertation sur la transhumance

Les situations de conflits associées à l'élevage, que ce soit dans le domaine de l'environnement ou dans celui de l'agriculture, sont révélatrices de situations où les intérêts, parfois élémentaires, des éleveurs sont menacés. Chaque groupe d'intérêt doit pouvoir trouver les occasions d'exprimer ses attentes et de défendre ses intérêts face aux autres. Il faut favoriser la concertation intra- et intercommunautaire. Il doit exister aussi des dispositions d'arbitrage acceptées par tous.

Cela suppose de faire des progrès dans plusieurs domaines : l'activation d'instances de concertation, l'organisation des éleveurs, la prévention des conflits.

L'importance économique de l'élevage au niveau national et sa fonction sociale justifient que les éleveurs aient un accès équitable à la terre et aux ressources par rapport aux autres activités rurales. Pour le moment leurs besoins ne sont pas suffisamment pris en considération lorsque s'opèrent des attributions de terres. Les travaux entrepris sur cette question n'ont pas encore donné de résultats applicables ou suffisants.

Préciser le cadre législatif

Ils doivent se situer à plusieurs niveaux, le principal étant d'ordre législatif. Des avancées sont en cours dans chacun des Etats impliqués. *Le processus de formulation du cadre législatif foncier avec pour objet la gestion des ressources pastorales doit être poursuivi.* Il est indispensable que les acteurs du pastoralisme soient associés à ce processus.

Activer des instances de concertation

L'application locale des textes, tout comme l'élaboration des décisions d'aménagement et les dialogues pour prévenir les risques de conflits doivent s'appuyer sur la concertation. Cette concertation doit mettre en présence l'administration, les services techniques, la chefferie, des personnes ressources (des anciens), les autorités locales, des représentants des agriculteurs et des éleveurs. L'on tiendra compte des dynamiques existant déjà sur le terrain. Il faut savoir que les transhumants ont des représentants dans chaque village. Les décisions doivent être prises en assemblée, avec les intéressés.

Des rencontres ont été organisées au Burkina dans la province de la Tapoa entre éleveurs, agriculteurs, agents de l'environnement et les services provinciaux pour aborder la question

des risques de conflits à l'approche de l'hivernage. Par exemple, la question des pistes pour le déplacement des animaux et des couloirs de transhumances a été évoquée. L'intention consistait à délimiter avec les producteurs concernés des lieux de passage pour les troupeaux et de les délimiter. Tous sont d'accord sur le principe d'accroître les occasions de concertation, mais on achoppe encore sur la façon de mener ces concertations.

Il existe actuellement un effort national, cela fut confirmé au Burkina, pour favoriser la concertation dans tous les domaines. Des instances de concertation sont déjà en place, notamment au niveau provincial ; elles pourraient être activées sur les questions soulevées par la transhumance. En premier lieu fut mentionné le CPAT ou commission provinciale de l'aménagement du territoire, mais on peut regretter le manque de moyens à sa disposition pour être réellement actif. Dans certaines provinces du Burkina (mais pas encore dans celle de la Tapoa), il existe aussi des comités villageois de gestion de terroir. Certains projets pourraient favoriser la dynamique de ces comités, dans lesquels sièges aussi les projets et les ONG (mais jusqu'à présent ce sont surtout des questions d'urbanisme qui ont été abordées).

Renforcer les organisations professionnelles de base

Il faut renforcer les capacités organisationnelles et de gestion des communautés locales afin qu'elles se responsabilisent davantage dans l'exploitation durable des ressources naturelles et dans la conservation de l'écosystème. Les gouvernements préconisent que les professionnels s'organisent. Les organisations professionnelles de l'élevage doivent être en mesure de prendre en charge la défense de l'accès des éleveurs aux ressources naturelles, à tous les niveaux de concertation. Les organisations peuvent ensuite faire les démarches pour obtenir les appuis leur permettant de réaliser des travaux d'aménagement (par ex. des puits pastoraux de grand diamètre ou des petits barrages). Actuellement au Burkina il existe 70 de ces groupements et deux unions de groupements (Mahadaga et Botou). Pour avancer dans la professionnalisation, il faut maintenant constituer une organisation professionnelle. C'est par elle que passeront les actions de vulgarisation agropastorale.

Appuyer les mécanismes de prévention et de gestion des conflits

Les Comités de transhumance au Bénin, les Commissions foncières au Niger et les Commissions Villageoises de Gestion des Terroirs au Burkina Faso ont, pour mission entre autres, de prévenir et de gérer les conflits fonciers ruraux. Ces structures ne possèdent généralement qu'une existence nominale. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme régional du parc du W – ECOPAS, il serait plus indiqué de dynamiser ces structures en les dotant des moyens nécessaires plutôt que d'en créer de nouvelles. Ceci permettrait à ces structures de jouer pleinement leur rôle, notamment en ce qui concerne la prévention et la gestion des conflits nés de la transhumance dans la zone d'influence du parc.

6 - MESURES EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE

6.1. Promouvoir une dynamique locale du développement

Le poids économique de l'élevage de ruminants est considérable dans les pays du programme et la demande future est prévue pour s'accroître. Les actions du programme dirigées vers les transhumants doivent favoriser l'élevage et accompagner son évolution, et non pas tenter de le détourner ou d'en atténuer l'importance.

Lorsqu'il s'est agi de développer la production de coton, les moyens adéquats ont été dégagés pour cela. Au Burkina, le PDRI a surtout travaillé pour la promotion de la culture du coton mais n'a pas toujours réglé les autres problèmes de l'agriculture, et peu de cas a été fait de l'élevage. Si l'élevage transhumant est pris comme volet important du programme, il

convient de prendre des dispositions pour le développement local de l'élevage à la hauteur de l'enjeu.

Dans les zones de départ des transhumances, on prendra soin de combiner un ancrage territorial viable avec le maintien de la mobilité pastorale, grâce à un aménagement adéquat du territoire. On tiendra compte aussi des besoins sociaux des pasteurs (éducation, santé, communications).

6.2. Favoriser le transfert de technologie

Le programme pourra se faire le relais d'un appui scientifique, technique et technologique (technologies agroforestières notamment) à destination des partenaires locaux (services techniques, ONGs, projets divers, associations socioprofessionnelles), voire aux projets nationaux pour ce qui concerne la région (par exemple le PNGT2 qui prendra de l'extension dans l'Est Burkina).

6.3. Favoriser l'intensification des systèmes de production dans les terroirs riverains du parc

La pression exercée par les éleveurs et les agriculteurs sur le parc est en partie due au caractère extensif des systèmes de production : culture itinérante sur brûlis, élevage traditionnel extensif nécessitant de grands espaces. Toute évolution allant dans le sens d'une intensification des systèmes de production réduirait la « course à l'espace ». De plus l'intensification des échanges entre les différentes productions faciliterait l'intégration agriculture-élevage. Dans la mesure où l'intensification permettrait de dégager de nouvelles productions de fourrages, elle pourrait induire des évolutions rapides des systèmes d'élevage chez les éleveurs sédentaires et transhumants.

Cette intensification ne se décidera pas par décret mais apparaîtra comme une phase d'évolution si les conditions de sa viabilité technique et économique se trouvent réunies. La recherche et le développement se limiteront à accompagner cette évolution si elle se manifeste pour qu'elle s'opère de la façon la plus rapide et la plus efficace possible.

7 - COOPÉRATION ET CONCERTATION RÉGIONALES

La transhumance entre les trois pays est un phénomène ancien qui tente difficilement de s'adapter aux changements successifs intervenus dans la région depuis l'époque coloniale. Parmi ces changements, le plus important reste sans doute la création des aires classées dans les trois pays (dont le parc W). La situation est même plus complexe au Burkina depuis la création des concessions de faune. *Mais la différence d'attitude des autorités des trois pays dans le traitement de l'élevage transhumant constitue probablement une grande difficulté à surmonter.*

Tout semble indiquer que les aires classées jouent un rôle incontournable dans la stratégie des éleveurs des trois pays. L'aménagement des zones d'accueil ne suffira pas à résorber la transhumance. A court et moyen termes, la transhumance transfrontalière se poursuivra dans la zone d'influence du parc quelles que soient les mesures répressives qui seront prises. Afin de circonscrire les problèmes nés de la transhumance dans la zone d'influence du parc, des actions visant à consolider l'organisation actuelle de la transhumance inter-Etats devront être envisagées parmi lesquelles :

- L'harmonisation des politiques nationales en matière de transhumance. La Décision A/DEC.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats de la CEDEAO devrait être appropriée par les trois pays concernés.
- L'harmonisation des législations et réglementations de base : code forestier, code pastoral, code foncier, code de l'environnement ; tenir compte ici des conventions internationales ratifiées par les pays (e. g. convention de Ramsar, Réserve de la Biosphère/Unesco, conventions sur la Diversité Biologique, les changements climatiques, la lutte contre la désertification, ...) et des opportunités offertes par UICN, WWF, BirdLife international, FEM, etc.
- L'information et la sensibilisation des éleveurs transhumants et des agents d'élevage sur la réglementation en vigueur dans les pays d'accueil et au niveau communautaire : détention des documents requis (certificat zoo-sanitaire, Certificat International de Transhumance - CIT, pièces d'identité du berger), respect des postes d'entrée et de sortie ainsi que des zones d'accueil aménagées ou non.

Les initiatives de concertation régionales entre les acteurs concernés par le phénomène de la transhumance sont à encourager. De telles concertation regrouperaient les services de l'Administration, les services forestiers, les services d'élevage et les services d'agriculture des localités frontalières. A titre d'exemple, la coopération entre le Sous-préfet de Say et le Haut Commissaire de Diapaga a permis de résoudre des situations conflictuelles liées à la transhumance de part et d'autre de la frontière entre le Niger et le Burkina Faso. Du reste, une telle coopération existe déjà de façon formelle en ce qui concerne la santé animale pour laquelle une réunion annuelle entre responsables administratifs et chefs de postes d'élevage frontaliers est instituée par la CEBV.

En guise de recommandations, les membres de la mission suggèrent que le programme prenne immédiatement l'initiative d'ouvrir un dialogue tripartite autour de la question de la transhumance, dans le but de rapprocher au moins les points de vue et de bâtir une plate forme minimum d'actions concertées.

8 - COMMUNICATION ET ÉDUCATION

L'éducation environnementale peut préparer une évolution des comportements vis-à-vis des ressources naturelles. Elle doit privilégier certains publics cibles, jeunes et femmes notamment. Pour l'éducation formelle au primaire, on tirera profit de l'expérience du PFIE / CILSS dans la zone d'emprise du W.

Sur ce point il est proposé de :

- Entreprendre la valorisation des savoirs locaux et pratiques traditionnelles favorables à la conservation et à l'utilisation durable des ressources.
- Renforcer l'effort des Etats (y compris à travers leurs organisations sous-régionales e. g. CILSS, Autorité du Liptako-Gourma, Conseil de l'Entente, Agence de Bassin du Niger,...) dans le domaine de la sensibilisation et de l'information (concept IEC), mais aussi dans les actions de développement local (compte tenu des politiques de décentralisation en cours);

- Réaliser un atelier technique régional de chercheurs des trois pays et de chercheurs expatriés dans la région, pour la conception de programmes et projets prioritaires de recherche dans des domaines spécifiques identifiés par ECOPAS; les collaborations et les concertations entre les équipes nationales devraient être favorisées.

CHAPITRE 4

AXES DE RECHERCHE

La mission a permis de mettre en évidence un certain nombre d'inconnues parmi les éléments utiles ou nécessaires aux actions de développement. Selon les interlocuteurs auxquels la mission s'est adressée, les représentations et les idées données sur la transhumance diffèrent, on manque de données objectives sur son importance et son impact réel. On se doute que le bétail cause dans le parc des déprédations sur la végétation et le milieu, qu'il trouble la vie sauvage, mais la portée réelle de ces impacts est encore vague. On a besoin aussi de pouvoir prévoir la place que prendra à l'avenir l'élevage transhumant dans la région et quelle sera son évolution probable.

C'est par la recherche que seront acquises ces connaissances.

Il apparaît trois champs principaux de recherche :

- *Connaître la transhumance*, préciser de quelle façon elle est pratiquée actuellement, son importance numérique, sa localisation en fonction du temps, ses liens avec les ressources pastorales tant dans le parc qu'à l'extérieur. Les questions posées relèvent globalement de la *géographie*.
- *Evaluer le rôle et l'importance de l'élevage pastoral dans les écosystèmes*, en apprécier l'impact environnemental, surtout sur le long terme, formuler les hypothèses d'évolution future de l'environnement et de la biodiversité. L'approche relève surtout de l'*écologie*.
- *Comprendre le poids économique et social* de l'élevage transhumant. Préciser sa place dans les activités économiques de la région. En comprendre les moteurs et les blocages. Ces questions relèvent de la *socio-économie*.

C'est dans cet esprit que les sujets suivants ont été ébauchés :

1 - CONNAÎTRE LA TRANSHUMANCE

1.1. Recherche documentaire préalable

Objectif : collecter et ordonner les acquis pertinents avec le sujet. Faire le point des connaissances actuelles.

Outils : rassembler, signaler et rendre disponible ou accessible (ou au moins localiser) les ouvrages, rapports techniques, mémoires d'étudiants et toute la « littérature grise » sur le sujet, ainsi que les cartes utiles⁸.

Produits attendus : une base de références comportant la localisation des documents et incluant si possible le résumé. Eventuellement un lieu physique de regroupement des documents disponibles.

⁸ Les documents et cartes existantes, notamment les travaux du CIRAD (EMVT et FORET), la carte de Fontès et Guinko (1995), les photographies aériennes et l'imagerie satellitaire (télédétection) disponibles.

1.2 – étude historique de la transhumance et de l'évolution des systèmes de production

Objectifs : connaître dans quelles conditions la transhumance s'est développée dans la zone d'étude, quelles ont été les étapes, et comment le phénomène a évolué jusqu'à ce jour.

Outils : analyse des études géographiques et anthropologiques existantes, se rapportant aux pasteurs de la zone, puis études complémentaires dans les zones ou sur les sujets insuffisamment documentés.

Produits attendus : l'analyse des raisons des évolutions récentes et de leurs causes externes et internes fournira de précieuses informations pour imaginer quel sera l'avenir de la transhumance et du pastoralisme et quelles mesures prendre pour faciliter leur évolution en accord avec les objectifs du programme.

1.3. Localisation et comptage des animaux domestiques

1.3.1 - en saison sèche dans le parc du W

Objectif : connaître la fréquentation réelle du parc par les éleveurs et préciser les lieux de séjour.

Outils : comptage aérien avec des moyens aéroportés.

Produit attendu : statistique de fréquentation en saison sèche et carte de localisation des zones de pâturage préférentielles.

1.3.2 – dans la zone d'influence du parc du W

Objectif : connaître l'importance numérique du cheptel, soit sédentaire, soit transhumant, dans les abords du parc.

Outils : dénombrements aux points d'eau et sur les pistes de transhumance selon un modèle d'échantillonnage.

Produits attendus : Evaluation de la charge animale réelle dans cette zone et des flux de charge animale selon les saisons. Comparaison avec la capacité de charge estimée (cf. infra cartographie des ressources pastorales).

1.4. Suivi de troupeaux dans le parc et hors du parc

Objectif : préciser les routes de transhumance, mettre en évidence les choix techniques et les façons de procéder des éleveurs transhumants.

Outils : suivi de troupeaux et positionnement géographique (avec un GPS), ou *radio tracking*. Positionnement sur une carte de végétation. Analyse des milieux traversés et mesure du temps de séjour dans chaque milieu.

Produits attendus : description et analyse du comportement des bergers et des animaux dans les parcours. Comparaison des comportements dans le parc et hors du parc. Cartographie des déplacements par rapport aux ressources pastorales. Cette recherche pourrait déboucher sur la mise en place d'un observatoire de la transhumance, basé sur la collaboration de plusieurs services d'Etat, permettant de suivre et de comprendre les évolutions de la transhumance pour adapter en conséquence les interventions ou la réglementation.

1.5. Approche socioculturelle des transhumances

Objectifs : analyser les déterminants de la propriété des animaux, la répartition des propriétaires dans les troupeaux, les mécanismes d'organisation et de réalisation des transhumances. Connaître avec une plus grande précision qu'actuellement les causes qui obligent à la transhumance, rechercher les solutions alternatives et les blocages éventuels à leur adoption.

Outils : consultation de la documentation existante, approche d'éleveurs choisis selon un plan d'échantillonnage, questionnaire, soit sur les lieux de départ, soit auprès des bergers en transhumance.

Produits attendus : des précisions sur les diverses fonctions du bétail chez les éleveurs transhumants et les pasteurs : de production, d'échange, de transmission de patrimoine, sociale, de prestige. Des explications sur les raisons sociales, économiques et techniques des transhumances, utilisables pour simuler des évolutions possibles. Des données sur les possibilités de changement.

1.6. Cartographie de la végétation, des ressources pastorales et de l'occupation des sols

Objectifs : déterminer la localisation, l'étendue et la qualité des zones potentielles ou actuelles d'accueil du bétail, des zones anthropisées. Localiser et inventorier les points d'eau pastoraux. Préciser les possibilités de déplacement pour les troupeaux. Evaluer les capacités de charge.

Outils : actualisation de la carte de Fontès et Guinko (1995). Inventaires de terrain des ressources pastorales et de l'occupation des sols. Télédétection sur photographies aériennes récentes et images satellitales (Spot ou Landsat TM). Introduction des données dans un SIG. Cartographie.

Produits attendus : des cartes d'occupation des sols et de ressources pastorales opérationnelles pour le programme. Des bases de données pour un SIG préparant l'après-programme et un programme d'actualisation régulière des données. Une comparaison des capacités de charge avec la fréquentations animale réelle.

2 - IMPACT ÉCOLOGIQUE DE L'ÉLEVAGE PASTORAL

2.1. Monographie sur l'état du couvert végétal

Objectif : faire une sorte d'état des lieux de la végétation dans le parc du W et sa zone d'influence. Elle sera centrée sur les problèmes environnementaux majeurs soulignés dans le Cadre logique du projet ECOPAS.

Outils : analyses de végétation (structures et compositions floristiques majeures). Notation des niveaux d'anthropisation des milieux (terroirs villageois avec ses parcs agroforestiers, espaces naturels). Comparaison avec les tendances évolutives des principaux facteurs mésologiques: essentiellement le climat, la végétation, la démographie, les populations animales, les activités humaines (agriculture, élevage, etc.)

Produit attendu : un diagnostic de la situation dans ses rapports avec la pression animale.

2.2. Mise en évidence par télédétection de l'évolution de la végétation

Objectifs : déceler les évolutions du couvert végétal sur plusieurs décennies. Repérer et localiser les zones du parc où l'évolution est la plus évidente.

Outils : interprétation des documents de télédétection disponibles (photos aériennes, images satellitales) et comparaisons diachroniques.

Produits attendus : cartes des évolutions du couvert végétal.

2.3. Impact de la transhumance sur la végétation

Objectifs : comprendre les conséquences de l'exploitation intensive par le bétail sur la végétation.

Outils : enquêtes dans les lieux de pacage ou de transit, relevés de végétation, analyse des recouvrements d'espèces, analyse des classes de dimension de certaines espèces ligneuses. Suivi de parcelles permanentes.

Produits attendus : évaluation des conséquences du pâturage sur la végétation en termes écologiques (notamment sur la qualité des habitats) et sur la valeur pastorale.

2.4. Enquête sur l'utilisation des ressources naturelles végétales

Objectifs : préciser les différents recours aux végétaux (y compris pour l'élevage), leur importance pour la vie des populations, leur ampleur par rapport aux ressources disponibles.

Outils : enquêtes auprès des ménages autochtones et des pasteurs, collecte de données qualitatives et quantitatives sur :

- les ressources énergétiques (bois de feu et charbon de bois),
- les bois de service et les bois d'œuvre,
- les plantes fourragères (herbacées et ligneuses),
- les produits pour l'alimentation humaine, notamment comme friandises ou en période de soudure ou de disette,
- les plantes médicinales (médecine humaine et vétérinaire).

Enquêtes sur la perception qu'ont les populations locales et migrantes de la dynamique des ressources naturelles, particulièrement en matière de biodiversité et d'utilisation durable de ces ressources.

Produits attendus : modèles sur la mise en valeur des terres et la gestion des ressources naturelles par les communautés agricoles et pastorales. Interprétation de l'impact écologique des populations riveraines et de la transhumance sur le couvert végétal .

2.5. Conséquences de l'émondage sur la survie des arbres

Objectifs : préciser les conditions d'émondage des arbres fourragers exploitables pour le bétail qui en préservent la longévité.

Outils : étude bibliographique. Etude des pratiques traditionnelles. Expérimentation sur des individus marqués.

Produits attendus : fiches techniques sur les bonnes pratiques d'émondage.

2.6. Compatibilité éthologique de la faune et du bétail

Objectifs : savoir si le bétail fait fuir la faune.

Outils : observation du comportement des animaux sauvages d'après l'étude des traces. Dénombrements de faune avec comparaison entre zones comparables fréquentées ou non

par le bétail. Evaluation des distances entre les animaux sauvages et domestiques dans les zones de contact.

Produits attendus : répertoire des relations faune – bétail. Appréciation des risques pour la faune. Localisation des zones à risque.

2.7. Compatibilité écologique de la faune et du bétail

Objectifs : savoir si le bétail détruit les habitats de la faune, ou inversement.

Outils : études comportementales des espèces fauniques, dénombrements de faune avec comparaison entre zones comparables fréquentées ou non par le bétail.

Produits attendus : localisation des zones à risque pour la faune et des zones de parc à protéger éventuellement de l'élevage.

2.8. Risques épidémiologiques liés au rapprochement de la grande faune et du bétail

Objectifs : préciser les risques de contamination de la faune par le bétail transhumant et du bétail par la faune.

Outils : caractérisation de l'interface selon le mode de transmission des maladies, dans le temps et dans l'espace. Evaluation du risque de contamination par épidémio-surveillance dans les deux groupes d'animaux et interprétation en fonction de l'interface.

Produits attendus : des propositions de nature épidémiologiques et prophylactiques.

2.9. Risques épidémiologiques liés au séjour dans d'autres régions et au contact avec d'autres troupeaux

Objectifs : préciser les problèmes sanitaires du bétail associés à des passages et des séjours dans des régions différentes.

Outils : études vétérinaires.

Produits attendus : propositions pour la prophylaxie ou le traitement du bétail transhumant.

2.10. Conditions de conduite du pastoralisme compatibles ou favorables à la conservation du parc

Objectif : définir des règles d'exploitation pastorales du parc aidant au contrôle de l'élevage et à l'entretien de la végétation à l'intérieur de ses limites.

Outils : synthèse des acquis sur l'impact écologique de l'élevage pastoral (voir plus haut), étude de la réglementation et de son application.

Produits attendus : des lignes directrices pour faire évoluer le cadre réglementaire concernant le parc.

3 - POIDS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ÉLEVAGE TRANSHUMANT

3.1. Statistiques animales dans la région et tendances

Objectif : préciser dans chaque pays l'importance du cheptel de la région. Préciser les évolutions récentes et mettre en évidence les tendances.

Outils : analyse des données statistiques, analyse critique, analyse des séries historiques. Comparaison avec des événements extérieurs (sécheresses, situations politiques, projets de développement...).

Produits attendus : une étude comparative avec les régions voisines, des scénarios d'évolution pour l'avenir.

3.2. Poids économique de l'élevage de la zone

Objectifs : préciser la place et l'importance de la zone (parc, autres réserves, zones périphériques) dans l'activité de la filière élevage, au niveau régional et national.

Outils : analyse de la filière dans chacun des trois pays et des échanges régionaux.

Produits attendus : estimation du capital représenté par le cheptel de la zone, des productions animales qu'il procure, des avantages et bénéfices pour les Etats, des revenus qu'il assure.

3.3. Revenus et viabilité des ménages d'éleveurs transhumants

Objectifs : apprécier les revenus des ménages d'éleveurs, des conditions de viabilité de leur unité économique, de leur solvabilité.

Outils : revue bibliographique. Typologie des éleveurs d'après bibliographie ou statistiques. Enquêtes auprès des ménages de transhumants de nature micro-économique sur un échantillonnage.

Produits attendus : mise en évidence des opportunités exploitées par les éleveurs, analyse des revenus des éleveurs et de leur capacité d'investissement. Mise en évidence des risques économiques des ménages d'éleveurs.

3.4. L'élevage et l'emploi dans la zone du programme

Objectifs : Part des activités d'élevage dans les emplois de la région. Evolution et tendances.

Outils : compilation de statistiques diverses, notamment démographiques, et enquêtes.

Produits attendus : éléments de prospectives sur les activités de la région. Rôle social de l'élevage et son évolution. Comparaison possible avec les autres secteurs d'emploi, dont l'environnement.

3.5. Inventaire des projets en cours dans la zone

Objectifs : identifier les opérateurs divers susceptibles d'œuvrer en collaboration ou seulement en synergie avec les actions du programme, ou éventuellement concurrents sur certains points.

Outil : enquête auprès des services administratifs et sur le terrain.

Produit attendu : un répertoire des projets et des organisations, avec les renseignements utiles au programme.

3.6. Analyse contradictoire des opportunités et des contraintes des éleveurs transhumants

Objectif : obtenir la vision la plus objective possible des principaux éléments (techniques, institutionnels, fonciers, sociaux) qui favorisent ou qui freinent l'élevage et la transhumance dans la zone du programme.

Outils : revue bibliographique, études nationales avec diverses enquêtes individuelles et de groupes.

Produits attendus : recueil de données diverses utiles pour décider d'interventions touchant la transhumance. Données utilisables pour une étude prospective de la transhumance. Définition de conditions minimum d'exploitation pastorale dans la zone.

3.7. Etude prospective de la transhumance dans la zone du programme

Objectif : concevoir des scénarios d'évolution de l'élevage et de la transhumance au fur et à mesure de l'avancement du programme, puis à plus long terme.

Outils : analyse économique, modélisation.

Produits attendus : schémas prévisionnels d'évolution permettant d'orienter les choix pour l'avenir et de préparer la phase postérieure au programme.

3.8. Perspectives d'évolution vers d'autres systèmes d'élevage

Objectif : déterminer dans quelles mesures l'élevage transhumant pourrait évoluer vers d'autres formes de production plus intensives.

Outils : analyse des raisons techniques des transhumances (cf. plus haut les enquêtes sur les raisons et le déroulement des transhumances), des raisons institutionnelles et sociales (cf. ci-dessus l'analyse contradictoire des opportunités et des contraintes des éleveurs transhumants), des revenus des éleveurs selon les systèmes d'élevage (cf. ci-dessus l'étude des revenus des ménages d'éleveurs transhumants).

Produits attendus : lignes de conduite de nature politiques, institutionnelles, juridiques, voire même types d'incitations favorisant l'intégration de l'élevage dans l'activité agricole.

4 - MISE EN ŒUVRE SUR DES ZONES PILOTES

La proposition consiste à délimiter des espaces d'intervention cohérents, spatialement limités : des zones pilotes.

Du fait de l'étendue du parc du W et des aires protégées limitrophes, il sera impossible d'intervenir sur la totalité de cet espace. Pour étudier certains sujets, des secteurs test devront être délimités de manière à travailler sur une surface gérable par les équipes du projet. Le travail dans ces zones pilotes pourra être évalué et des réorientations seront envisagées en fonction de ces résultats (planification glissante).

4.1. Un premier choix de zones pilotes

Au Burkina Faso l'espace pastoral se trouverait autour de Fada N'Gourma et de « l'enclave » Diapaga-Lobougou. D'après les études réalisées (Heringa, 1986 en particulier), de nombreux troupeaux transhumants transitent par ce secteur, et se dirigent vers les aires protégées d'Arli, de Singou, le Parc du « W », vers Banikoara et même la réserve de chasse de l'Alibori. Le passage légal de Porga est proche.

4.2. Cartographie des zones pilotes

La désorganisation de la transhumance, les surcharges pastorales, les divagations dans les aires protégées, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, sont avant tout des problèmes d'utilisation de l'espace. Leur résolution passe par une réorganisation de l'utilisation de cet espace entre les différents acteurs. Un travail de cartographie (intégré au SIG du projet) est suggéré en appui à cette composante. Parmi les informations indispensables à cartographier, on peut citer :

- les ressources floristiques et faunistiques à préserver : identification des zones les plus riches qui feront l'objet d'une protection soutenue ;
- les ressources pastorales actuelles et celles qui ont été éventuellement abandonnées : pâturages, points d'eau, etc. ;
- les pistes de transhumance traditionnelles et les déplacements actuels ;
- l'utilisation de l'espace par les différents acteurs en fonction des périodes de l'année, les systèmes de relation entretenues avec les régions ou états voisins ;
- une typologie des espaces doit être réalisée de manière à déterminer la vocation de chacun.

Les délimitations des espaces et les stratégies d'intervention pourraient s'inspirer du concept des Réserves de la Biosphère promu par l'UNESCO à travers son Programme MAB.

La démarche d'action sur des zones pilotes est une façon de lier les préoccupations de la recherche et celles du développement. Mais ensuite, pour que ces zones pilotes ne constituent pas des espaces privilégiés en rupture avec la situation générale, il sera nécessaire de prévoir des mécanismes de généralisation et de transfert dans les espaces voisins selon un processus de feed back permanent.

5 - PROGRAMMATION DES RECHERCHES SUR LES TRANSHUMANCES

La définition des objectifs assignés aux sujets de recherche et l'établissement d'un ordre de priorité doivent donner lieu à débats entre les diverses composantes du programme, pour qu'il y ait une bonne implication dans les objectifs généraux et la programmation ainsi qu'une bonne harmonisation avec les autres activités.

Ce sera aussi le lieu de décider des équipes qui seront appelées à faire ces recherches.

CHAPITRE 5

CONCLUSIONS

Qu'on le veuille ou non, dans la région du parc du W et dans les réserves attenantes, l'élevage transhumant est une réalité que l'on ne peut éluder. Il existe et rien n'annonce sa disparition ou son remplacement, mais sa réorganisation tenant compte des intérêts des différents acteurs devrait être la préoccupation commune.

Le classement des forêts et des réserves a introduit auprès des habitants une notion d'exclusion, d'interdiction, contradictoire avec le concept de partage des ressources adopté par les sociétés rurales africaines. La réglementation est mal respectée parce que ses objectifs ne sont pas compris et partagés par tous (comme c'est le cas pour les bois sacrés) mais elle est protégée par la force (la surveillance des forestiers). C'est pourquoi les infractions ne posent pas de cas de conscience apparent aux contrevenants.

Du fait que l'élevage n'est pas autorisé dans la réserve, les pratiques sont cachées et les informations les concernant font défaut. On sait que la fréquentation est importante sans en connaître le poids réel. Ce point mérite d'être clarifié : quelle est la fréquentation réelle du parc ?

La mission a bien mis en évidence le caractère nécessaire de la transhumance pour la survie des animaux et la viabilité des systèmes d'élevage. Elle a aussi constaté que la zone périphérique n'est pas en mesure de nourrir et d'abreuver tous les animaux de la région : manque d'espace de pâturage, manque de points d'eau associés, difficultés de déplacement dans des terrains cultivés, obstacles dus aux réserves en principes interdites, crainte des démarches de nature administrative. D'où les besoins de transhumier toujours plus loin, malgré les incertitudes que cela comporte, les risques et les dangers, l'inconfort. D'où aussi le replis sur les espaces interdits parce que les difficultés citées plus haut y sont moindres.

Un projet qui ouvre peu d'emplois sur place et procure peu de retombées financières aux populations voisines ne peut prétendre étouffer une activité qui fait vivre un nombre non négligeable de personnes et produit des denrées alimentaires dont la demande est croissante. Les actions de conservation doivent donc composer avec la transhumance et faire en sorte que l'élevage devienne, non un ennemi, mais un allié.

En échange des ressources qu'il exploite dans le parc, l'éleveur doit être mis en situation de fournir des services environnementaux aux activités de la conservation en contribuant à la protection de la biodiversité. Jusqu'à présent, on le considère comme un élément perturbateur de l'environnement. Or l'éleveur est un utilisateur du milieu naturel et son intérêt à long terme est d'assurer la pérennité de ce milieu. Les pratiques destructives et minières que l'on constate parfois sont vraisemblablement dictées par la nécessité immédiate, voire la facilité ou l'ignorance. Si l'on trouve des solutions à ces contraintes, si l'on facilite l'activité des pasteurs, ces pratiques pourront disparaître. Il faut donc chercher de quelle façon l'éleveur peut devenir un appui pour les forestiers.

Dans la zone périphérique, l'élevage a souvent été le parent pauvre du développement. Il conviendrait d'évaluer les avantages et les bénéfices que les gouvernements retirent de l'élevage, et plus précisément de l'élevage transhumant, pour pouvoir rééquilibrer les investissements de ces gouvernements sur le secteur de l'élevage. Le système de taxation des éleveurs mériterait à ce titre d'être analysé et peut-être amélioré. Un effort particulier des Etats sur le secteur de l'élevage doit aller de pair avec la mise en valeur des réserves en visant en particulier, mais pas seulement, à faciliter la transhumance dans les zones rurales.

La mobilité de l'élevage est indispensable à sa viabilité. Ce point n'est plus à démontrer. Toutes les mesures en faveur de l'élevage devront donc veiller à respecter et faciliter cette mobilité. On se gardera en particulier de retenir les éleveurs dans des espaces confinés et à réduire leur capacité de se déplacer : ce serait les contraindre à accroître leurs risques.

Un certain nombre de propositions sont faites dans ce rapport, portant en particulier sur la nécessité de faire des aménagements pour l'élevage en zone périphérique, là où les conditions sont favorables à l'accueil du bétail.

Mais c'est surtout sur le plan des principes et de leur mise en application que des progrès doivent être accomplis. D'abord on doit compter sur l'évolution des textes de loi pour la prise en compte de la transhumance et la définition des droits des éleveurs. Parallèlement doit se développer l'ouverture de concertations à tous les niveaux, impliquant les éleveurs, aussi bien sur le plan des politiques de développement ou de l'aménagement des institutions que sur celui du fonctionnement des institutions décentralisées et des sujets tout à fait locaux et concrets (unité administrative et terroir). Mettre les éleveurs en situation d'agir sur le secteur de l'élevage et de défendre leurs intérêts, élaborer des décisions qui reposent sur des compromis acceptables par tous pour qu'ils aient des chances d'être respectés, tel doit être l'esprit des nouvelles lignes d'actions.

La recherche sera questionnée, car bien des inconnues apparaissent. Les thèmes à aborder seront choisis en fonction de leur pertinence et de leur utilité pour l'action. La mise en place de dispositions qui perdureront après le projet ne doit pas être perdue de vue. Parmi les axes de recherche, il y a bien sûr la surveillance environnementale, la connaissance de la réalité de la transhumance dans la région, la connaissance de l'impact réel de l'élevage sur le milieu, les aspects de santé animale. Mais aussi le poids économique et l'importance sociale de l'élevage dans le dispositif régional. Les sujets de recherche sont proposés au débat avant d'entrer dans une phase de construction opérationnelle.

DOCUMENTS CONSULTÉS

ADDA (1999). Etude sur le réseau des pistes à bétail et le phénomène de la transhumance dans le Boulgou. Tenkodogo, PDRI Centre-Est.

Barry S. (1994). Harmonisation des textes législatifs et des règlements en matière de gestion des ressources pastorales et de la transhumance.

Bary H. et Diallo D. (2000). Rapport de l'atelier national de synthèse sur les besoins en formations et informations des éleveurs transhumants tenu à Ouagadougou les 5, 6 et 7 juin 2000. Ouagadougou, Direction des Aménagements Pastoraux et du Foncier (Ministère des Ressources Animales), 107 p.

Boyd C., Blench R., Bourn D., Drake L., Stevenson P., 1999. Reconciling interests among wildlife, livestock and people in Eastern Africa : a sustainable livelihood approach. ODI, Resource perspectives N°45, 7p.

Burkina Faso (2000). Arrêté conjoint n° 2000-30/MRA/MEE/AGRI/MEF/MATS/MEM/MIHU portant réglementation du pâturage et de la transhumance du bétail au Burkina Faso.

Burkina Faso (2000). Arrêté conjoint n° 2000-30/MRA/MEE/AGRI/MEF/MATS/MEM/MIHU portant règlement des différends entre agriculteurs et éleveurs.

Burkina Faso (2000). Ministère des Ressources Animales (2000). Plan d'action et programme d'investissement du secteur de l'élevage du Burkina Faso.

Burkina Faso (2000). Ministère des Ressources Animales (2001). Bulletin des statistiques animales de l'année 2000 du Burkina Faso.

CEBV (1991). Accord relatif à la réglementation de la transhumance dans les pays du Conseil de l'Entente.

CEDEAO (1998). Décision A/DEC.5/10/98 relative à la réglementation de la transhumance entre les états membres de la CEDEAO.

Conseil de l'Entente Abidjan et Institut Géographique National France (1984). Carte touristique : Parcs Nationaux des pays de l'Entente. Echelle 1 : 375 000. Paris, IGN, une feuille.

Habou A., Any I. et Keïta M. (sd). Code rural et pastoralisme. Première partie : la zone pastorale : généralités et évolution. Niamey, Secrétariat Permanent du Comité National du Code Rural, 109 p.

Habou A., Any I., Yacouba M. et Keïta M. (1990). Code rural et pastoralisme. Deuxième partie : situation actuelle et propositions. Niamey, Secrétariat Permanent du Comité National du Code Rural, 67 p.

Habou A., Marty A., ag Youssouf I., Any I. et Keïta M. (1990). Les régimes fonciers pastoraux: étude et propositions. Rapport de mission. Niamey, Secrétariat Permanent du Comité National du Code Rural, 107 p.

IRAM (1990). Les régimes fonciers et pastoraux. Etude et propositions.

Laya D. (éd.), 1984. La voie Peul : solidarité et bienséances sahéliennes. Nubia, Paris.

Lycklama R. (2000). Des champs qui ont des pieds et des vaches qui veulent marcher. Ministère des Ressources Animales du Burkina Faso (2000). Plan d'Action et Programme d'Investissement du Secteur de l'Elevage au Burkina Faso.

Niamir-Fuller M. (1999). Managing mobility in African rangelands. The legitimization of transhumance. FAO, ITP, London. 314 p.

Oudéraogo H. (1998). Aspects juridiques de la transhumance et de l'insertion de l'élevage dans les zones agro-pastorales. Rome, FAO-CEBV, 52 p.

PRASET (1996). Atelier régional sur la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles.

République du Bénin (1987). Loi n° 87-014 du 21 septembre 1987 portant réglementation de la protection de la nature et de l'exercice de la chasse en République Populaire du Bénin.

République du Bénin (1990). Arrêté interministériel n° 429/MDRAC/MCAT/MF du 27 décembre 1990 portant fixation des redevances et taxes perçues en application des règlements de la chasse et du tourisme de vision dans les zones cynégétiques et zones dites libres.

République du Bénin (1990). Décret n° 90-366 du 4 décembre 1990 portant modalités d'application de la Loi n° 87-014 du 21 septembre 1987 sur la réglementation de la protection de la nature et de l'exercice de la chasse en République du Bénin.

République du Bénin (1992). Arrêté interministériel n° 010/MISAT/MDR/D-CAB portant création, organisation, attributions et fonctionnement des Comités de transhumance.

République du Niger (1975). Circulaire n° 04/MI/DAPA/CIRC du 19 février 1975 portant règlement des litiges de champs.

République du Niger (1987). Décret n° 87-077/PCMS/MI du 18 juin 1987 réglementant la circulation et le droit de pâturage du bétail dans les zones de cultures.

République du Niger (1992). Principes directeurs d'une politique de développement rural pour le Niger (extrait du J.O. de la République du Niger en date du 20/07/92). 50 p.

République du Niger (1993). Document introductif au forum éleveurs – agriculteurs. Say, du 7 au 8 décembre 1993. Département de Tillabéri. 20 p.

République du Niger (1993). Ordonnance n° 93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation du code rural. Niamey, Comité National du Code Rural, 28 p.

République du Niger (1997). Recueil de textes complémentaires à l'Ordonnance n° 93-015 portant principes d'orientation du code rural. Niamey, Secrétariat Permanent du Code Rural, 43 p.

République du Niger (2000). Rapport de synthèse du forum national sur la gestion des conflits fonciers ruraux dans la perspective de la décentralisation. Niamey, les 10, 11 et 12 avril 2000.

République du Niger (2000). Termes de référence pour l'élaboration d'un code pastoral.

SOTED (1992). Etude de faisabilité du projet de transhumance et insertion de l'élevage dans les zones agro-pastorales des états membres de la communauté économique du bétail (CEBV) et de la viande du Conseil de l'Entente. Rapport provisoire. Ouagadougou, Secrétariat Exécutif de la CEBV, 153 p.

Santoir C. (1999). Du sahel à la savane. L'expansion peule au sud de la Sirba [Gurma burkinabé]. IRD, Ouagadougou, 64p.

Tielkes E., Schlecht E., Hiernaux P. (2001). Elevage et gestion de parcours au Sahel, implications pour le développement. Stuttgart, U.E. Grauer.

Timbo G. et Ouédraogo H. (1990). Etude sur la problématique de la transhumance dans les pays du CILSS. Ouagadougou, CILSS, 132 p.

Touré O. (1997). Espace pastoral et dynamiques foncières au Sénégal. Londres, IIED.

Turner M.D. (1999). The role of socila network, indefinite boundaries and political bargaining in maintaining the ecological and economic resilience of the transhumance systems of Sudano-Sahelian West Africa. *In* : Niamir-Fuller M., 1999, *op. cit.*

Winrock International Institute, 1992. Assessment of Animal Agriculture in Sub-Saharan Africa. Winrock, Morrilton, Arkansas.